

# Comment les médias publics servent et reflètent les auditoires autochtones

Rapport préparé par la Public Media Alliance (PMA) à la demande de CBC/ Radio-Canada pour la conférence Public Broadcasters International (PBI) 2024 tenue à Ottawa, au Canada.



Public  
Media  
Alliance

Octobre 2024



# Table des matières

<b>Auteurs</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>6</b>
<b>Thèmes principaux</b>	<b>8</b>
<b>Contenu</b>	
Langue	10
Archives et propriété intellectuelle	14
Étude de cas N°1: Aotearoa New Zealand: la bataille autour de la langue	16
Contenu positif	20
Production du contenu	21
Points de discussion	26
<b>Collaboration</b>	
Vérité, réconciliation et communauté	29
Travailler avec les médias autochtones	32
Étude de cas N°2: Souveraineté à l'égard des histoires et des données autochtones	34
Collaboration internationale	37
Points de discussion	40
<b>Organisation</b>	
Autonomie	42
Développement, sécurité et rétention	45
Structure organisationnelle	49
Étude de cas N°3: Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)	50
Points de discussion	56
<b>Portée, accessibilité et plateformes évolutives</b>	
Nouvelles plateformes	58
Atteindre de nouveaux auditoire	61
Points de discussion	64
<b>Conclusion</b>	<b>66</b>

# Auteurs

## Auteur principal

**Jamie Tahana** (Te Arawa - Ngāti Pikiao/Ngāti Makino/Tapuika) est un journaliste maori d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande). Il a couvert différents territoires d'Aotearoa et des îles du Pacifique, publiant des reportages sur la violence dans les institutions de soins gouvernementales, les changements climatiques dans les communautés autochtones, l'héritage nucléaire, les disparités dans les systèmes de santé et de justice, et le processus de règlement des revendications relatives au Traité de Waitangi. Jamie Tahana a principalement travaillé pour le diffuseur public RNZ, notamment à titre de rédacteur pour le bulletin *Māori News*. Il a également contribué aux publications *The Guardian*, *The Spinoff* et *Metro Magazine*. Il habite aujourd'hui à Londres où il travaille pour la Public Media Alliance

## Collaborateurs

**Harry Lock**  
Responsable de la rédaction, Public Media Alliance

**Charlotte Pion**  
Journaliste et chercheuse, Public Media Alliance

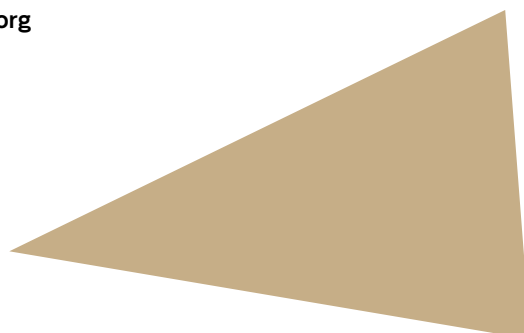
**Kristian Porter**  
Directeur général, Public Media Alliance

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à ce projet en nous offrant leur temps et leur expertise. Sans elles, ce projet n'aurait pu voir le jour. La liste de leurs noms et de leurs organisations figure en page 7.

## Public Media Alliance

La Public Media Alliance (PMA) est la plus grande association de médias de service public. Sa mission est de fournir du soutien à ses membres, allant de la formation et des services de recherche à l'échange de connaissances, et de défendre les valeurs fondamentales portées par les médias publics qui les rendent indispensables au fonctionnement des démocraties partout dans le monde.

[www.publicmediaalliance.org](http://www.publicmediaalliance.org)



# Introduction

Les mots et les récits ont la capacité de guider et d'enseigner, de divertir autant que de mettre en garde. Ils peuvent rassembler et contribuer à la guérison, mais ils peuvent aussi servir à rabaisser et à assujettir. Depuis toujours, les peuples autochtones ont exploité le pouvoir des mots – pour diffuser leurs connaissances sur la nature qui les entoure et les étoiles dans le ciel, pour transmettre aux générations suivantes les arbres généalogiques complexes qui font d'eux le peuple de la Terre.

Les moyens utilisés ont peut-être changé aujourd'hui, mais le pouvoir des mots demeure tout aussi fort. Des contes aux chansons autour du feu de camp aux traits d'encre sur le parchemin, les mots ont continué leur travail. Les ondes invisibles ont succédé aux traditions orales et à l'écrit pour faire vivre les histoires, jusque dans les prestations sur scène et les visages projetés sur les écrans dans l'intimité du foyer ou à l'autre bout du monde.

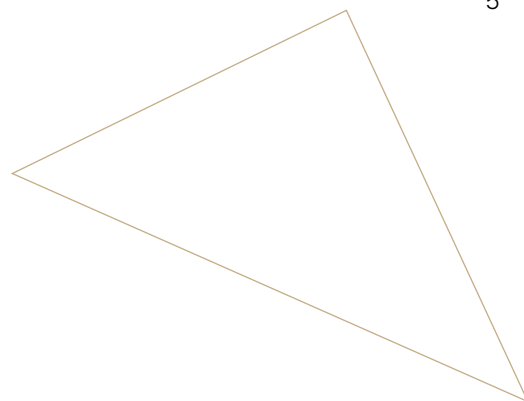
Les peuples autochtones entretiennent des liens complexes avec leurs histoires et les connaissances qu'elles véhiculent sur leur vécu, la terre, la glace et la mer. Toutefois, comme c'est souvent le cas en contexte de colonisation, ces histoires leur ont été dérobées, ont été détournées ou racontées par d'autres, en particulier avec l'arrivée des médias de masse : un intermédiaire pour porter nos voix venait d'arriver. Envers et contre tout, nos histoires ont résisté, confortant nos peuples par la joie insufflée par la preuve de la résilience et de la détermination farouche avec laquelle ils ont refusé à jamais de se taire.

Pendant près d'un siècle, un grand nombre de médias publics nationaux ont raconté des histoires autochtones, souvent par le travail d'avant-garde de membres du personnel autochtone qui ont porté ces histoires pour les faire entendre aux auditoires nationaux et internationaux. Ils ont enregistré les waiata, les chants et les joiks des anciens, immortalisant les langues et les cultures, un trésor qui aurait été perdu sans eux. Ils ont effectué un travail journalistique important qui a transformé la nation, révélé les pages sinistres de la dépossession et forcé souvent une démarche de réconciliation dans certains pays.

Malgré tout, les diffuseurs n'ont pas été sans tache. Les pionniers ont souvent marché en solitaires. Les histoires qu'ils ont racontées ont plus que souvent été négligées, si ce n'est marginalisées. Comme l'un des participants aux entretiens l'a fait remarquer, dans nombre de pays, les diffuseurs publics ont été créés dans une volonté de soutenir l'émergence d'une identité nationale. Mais si ce projet de bâtir une nation se faisait aux dépens des habitants traditionnels du pays?

Heureusement, on constate que des changements s'opèrent. Cette conférence aujourd'hui en témoigne. Il existe aujourd'hui un nombre impressionnant de diffuseurs autochtones aux quatre coins du globe et on constate un intérêt croissant pour les contenus et les langues autochtones, un cadre dans lequel les médias publics jouent un rôle important pour satisfaire à la demande. Un grand nombre d'entre eux se sont dotés de stratégies, de politiques ou de plans de réconciliation avec les Autochtones. Il reste bien sûr beaucoup de chemin à parcourir et ce travail pharaonique doit être abordé avec humilité. Mais ce travail est bel et bien amorcé et mené par des leaders autochtones formidables et passionnés, avec le soutien d'organismes et d'organisations plus larges.

En préparation à la conférence *Œuvrer ensemble : multiplier les voix et récits autochtones dans les médias publics* qui se tiendra en octobre 2024 à Ottawa, CBC/Radio-Canada a commandé un mémoire à la Public Media Alliance pour élargir la discussion. Le diffuseur public nous a demandé de réaliser des entrevues en profondeur avec des responsables de membres du personnel, des stratégies et du contenu autochtones de sept médias publics nationaux et de deux diffuseurs autochtones. Les discussions qui ont eu lieu dans ce cadre ont été fouillées et témoignent avec éloquence de la passion et de la motivation des personnes que nous avons interrogées. J'ose espérer qu'elles ont aussi su capter leur essence.



Les pays et les territoires présentés dans cette étude ont de nombreux traits en communs : ils possèdent un média public puissant qui offre des services autochtones, mais ils possèdent aussi une ou plusieurs populations autochtones qui sont passées en situation minoritaire sous l'effet de la colonisation qui, au fil des siècles, a érodé leurs langues, leurs cultures et leurs structures sociales. Malgré toutes les similitudes frappantes qui existent entre ces peuples, ils sont loin d'être identiques. Les sociétés autochtones sont très diversifiées et riches chacune à leur façon à plusieurs égards – que ce soit par leur histoire, leur gouvernance, leur reconnaissance juridique, leurs revendications, leurs efforts vers la réconciliation, leurs récits ou leurs expériences, toutes ces dimensions présentent une incroyable diversité. Les médias publics présentent aussi une grande diversité pour ce qui est de la question des mandats, des droits perçus et de la façon dont ils collaborent avec les peuples autochtones, les présentent et les servent. Certains pays ont un seul média public national auquel s'ajoute un service autochtone autonome, alors que d'autres ont des programmes ou du personnel autochtones à l'intérieur d'un service plus large, et d'autres encore possèdent un ou des médias entièrement voués aux affaires autochtones.

Souvent, les personnes avec lesquelles nous avons discuté nous ont fait part de leurs expériences avec force détail pendant plus d'une heure et parfois, en dévoilant leur vulnérabilité. Elles nous ont confié ce dont elles étaient fières et ce qui les motivait à pousser leur organisation à faire mieux pour leur peuple, l'importance d'avoir des voix et des perspectives autochtones présentes sur les grandes chaînes publiques, et elles nous ont exprimé, parfois avec beaucoup de franchise, leurs frustrations et leur découragement face à une tâche qui semblait impossible. Il s'est toutefois dégagé de ces entretiens un irrésistible sentiment d'espoir, ainsi qu'une détermination à réaliser leur ambition d'avoir un reflet approprié dans les médias nationaux.

Le présent rapport n'est qu'un mince aperçu du travail en cours dans l'ensemble des médias autochtones, limité à un petit nombre de diffuseurs dans une poignée de pays. Nous n'avons pas la prétention de donner une image juste de l'envergure et de la diversité du travail en cours sur la scène internationale, ce n'était pas notre intention ni notre mandat. Nous ne pouvons que souhaiter que d'autres après nous pourront le faire mieux que nous, et que les discussions tenues lors de cette conférence leur faciliteront la tâche.

Le présent rapport s'applique cependant à brosser un tableau exhaustif des responsabilités des médias publics nationaux et de leur rôle pour servir, représenter et inclure les auditoires autochtones. Il découle d'une réflexion entreprise par ces organisations qui, au côté de médias autochtones, partagent l'obligation et le mandat de servir l'ensemble des auditoires du pays où ils se trouvent.

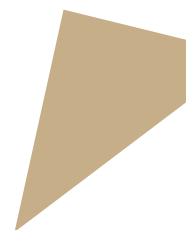
Naturellement, la tâche dépasse largement ce qui peut être abordé au cours d'une conférence, d'une stratégie, d'un mémoire ou d'une simple initiative. C'est un voyage sans fin – *Ka whawhai tonu mātou* – comme se plaisent à dire les gens de ma communauté. Toutefois, comme tous les efforts sur le chemin de la vérité et de la réconciliation, la parole est un premier pas qu'il ne faut pas sous-estimer.



**Jamie Tahana**

*Auteur principal, Public Media Alliance*

Septembre 2024



# Méthodologie

Le présent rapport s'appuie principalement sur les entretiens que la Public Media Alliance a tenus avec des membres du personnel autochtone et des chefs de division responsables du contenu et de la représentation autochtones de sept médias publics nationaux et de deux diffuseurs autochtones. Ces entretiens ont eu lieu sur Zoom en juillet et en août 2024. Comme le démontrent les notes de bas de page, il y a eu un peu de travail de recherche documentaire pour compléter l'information recueillie.

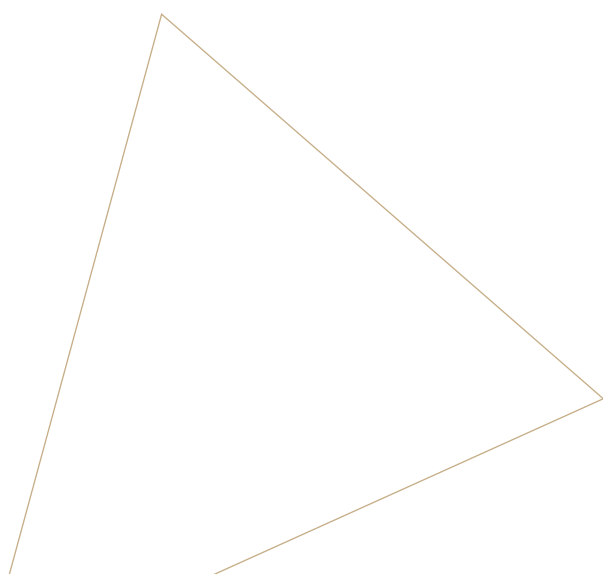
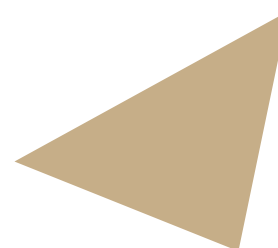
Le rapport est organisé autour de quatre grands thèmes qui se sont dégagés des consultations, et illustrés par trois études de cas complémentaires ainsi qu'une série de profils des pays associés à chacun des diffuseurs publics participant à l'étude.



**Ces profils se trouvent sur le site web de la Public Media Alliance:**  
[publicmediaalliance.org](https://publicmediaalliance.org)

Chacun des thèmes explorés est accompagné d'une liste de questions, ou *points de discussion*, inspirées des principaux enjeux soulevés par les personnes rencontrées et qui pourront servir à guider les discussions lors de la conférence *Œuvrer ensemble : multiplier les voix et récits autochtones dans les médias publics* en octobre 2024.

Voici la liste des personnes qui ont participé à la consultation, avec le pays ou territoire, la communauté autochtone et le diffuseur qu'elles représentent.



<b>Pays</b>	<b>Organisation</b>	<b>Participante</b>	<b>Titre</b>
Australie	ABC	Kelrick Martin	Chef, Service autochtone
		Dan Bouchier	Journaliste, ABC et président du Bonner Committee
Canada	APTN	Monika Ille	Chef de la direction
Canada	CBC/Radio-Canada	Robert Doane	Premier directeur, responsable du Bureau autochtone et de la stratégie nationale autochtone
		Michael Dick	Directeur, Contenu autochtone, stratégie et développement
		Kris Clemens	Première spécialiste et coordonnatrice de projet, Bureau autochtone
Groenland	KNR	Annga Lynge	Directrice
Nouvelle-Zélande	RNZ	Shannon Haunui-Thompson	Tumu Māori
Norvège	NRK	Johan Ailo Kalstad	Directeur, NRK Sápmi
Suède	Sveriges Radio	Thomas Sarri	Directeur et rédacteur en chef, Sameradion, Sveriges Radio
Taïwan	Fondation culturelle des peuples autochtones (TITV)	Alang Galavangang	Chef de la direction
États-Unis	NPR	Marta McLellan Ross	Vice-présidente, Affaires gouvernementales et externes
		Edith Chapin	Cheffe de contenu par intérim
		Darryl Walston	Chef du personnel par intérim
		Gemma Hooley	Vice-présidente principale, Partenariat des membres
		Christopher Turpin	Chef du personnel

# Thèmes principaux





Photo (à gauche) : Diffusion en direct du festival Garma en Australie (fournie par l'ABC).

Photo (à droite) : Tournage de Anaana's Tent, une émission pour enfants produite par APTN en inuktitut et en anglais (fournie par APTN).

# Contenu

## Langue

Il existe peu de marqueurs plus importants d'une culture que la langue, mais les langues autochtones dans de nombreux pays, dont ceux visés par cette consultation, sont en péril. Selon l'UNESCO, 40% des langues parlées dans le monde étaient menacées de disparition<sup>1</sup>, et avec elles, leur culture et les systèmes de connaissances auxquels elles appartiennent. Dans plusieurs des pays mentionnés dans le présent rapport, cette détérioration est le résultat direct de politiques implacables qui ont marginalisé les langues autochtones.

« En Norvège, comme la plupart des peuples autochtones, nous avons été assujettis à une assimilation féroce. C'est ce qui explique que plus de 50% des Sámis ne parlent pas leur langue. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

Tous les diffuseurs auxquels nous nous sommes adressés se voient investis du rôle de préserver, de revitaliser et de pérenniser les langues autochtones. Dans certains endroits, comme le Groenland, la Norvège et Taïwan, le respect des langues autochtones est une obligation formulée explicitement dans les chartes et les lois qui régissent les diffuseurs, même si la gamme et l'étendue des services diffèrent. NRK Sápmi et Sveriges Radio Sameradien publient et diffusent en plusieurs langues sámis, tandis qu'aux États-Unis, de nombreuses stations de radio publique présentent des émissions ou une programmation complète en langues autochtones.

« La radio publique apporte une contribution culturelle majeure à [ces] communautés pour qu'elles puissent préserver leurs langues. »

**Marta McLellan Ross**

*NPR*

CBC/Radio-Canada offre des services dans plusieurs langues depuis plus de 60 ans par l'entremise de son service CBC North, qui joue un rôle crucial pour les populations inuit et des Premières Nations. La Société produit également du contenu dans d'autres langues autochtones, mais elle admet qu'il y a de vastes écarts entre les régions du pays, certaines communautés et populations étant mieux desservies que d'autres. La diversité des langues qui coexistent, et la vitalité de chacune, constituent un défi. Par exemple, en Suède et en Norvège, là où certaines langues sámis sont plus parlées que d'autres, les diffuseurs doivent décider des ressources et de la couverture à consacrer aux langues à diffusion plus restreinte, qui n'en sont pas moins importantes. D'autres diffuseurs sont confrontés au même problème.

« Pour la chaîne TITV, assurer la représentation et servir un aussi grand nombre de langues constitue un problème de haute voltige. Cela est d'autant plus compliqué que la plupart des langues autochtones parlées à Taïwan sont considérées en péril par les Nations Unies. »

**Alang Galavangang**

*TITV*

<sup>1</sup> Qu'est-ce que l'IDIL 2022-2032, UNESCO, 9 janvier 2024.

[unesco.org/en/decades/indigenous-languages/about/idil2022-2032?hub=67103](https://unesco.org/en/decades/indigenous-languages/about/idil2022-2032?hub=67103)

Un grand nombre de diffuseurs publics ont depuis des décennies de services, des présentateurs et des émissions qui ont ouvert la voie à la présence autochtone, comme *Tarqavut* au Canada, la radio NRK Sápmi, qui célébrera bientôt ses 80 ans d'existence, ou *Te Reo o Te Māori* de RNZ, qui est reconnue depuis longtemps comme un trésor d'oralité et de culture remontant aussi loin qu'au XX<sup>e</sup> siècle. Cet engagement n'est toutefois pas sans failles. Certaines émissions ont été « ghettoisées » – reléguées à des cases horaires impopulaires – ou ont été sous-financées et privées de ressources essentielles. Ces précurseurs ont pu connaître du succès malgré les politiques et cultures en place au sein de différents diffuseurs, et non grâce à celles-ci.

« L'histoire de CBC North est à mon sens, particulièrement unique et d'autant plus intéressante, car elle démontre aussi comment les nations et les communautés autochtones hors du diffuseur ont fait des pressions auprès des instances de réglementation et auprès de l'organisation elle-même pour obtenir une meilleure programmation et être mieux représentées... Bien des Premières Nations au pays ne sont pas encore rendues là aujourd'hui. »

**Kris Clemens**  
*CBC/Radio-Canada*

On sent que le public est de plus en plus intéressé par des services en langues autochtones, en particulier les jeunes Autochtones qui cherchent à se réapproprier leur identité et leur langue. Cet engouement a exercé des pressions sur les diffuseurs pour qu'ils offrent un éventail de contenus à des auditoires se trouvant à différents stades de maîtrise de la langue : du contenu pour ceux qui la parlent couramment et sont en lien avec leurs origines, du contenu pour ceux qui sont entièrement déconnectés de leurs racines et qui en sont au début de leur parcours, et du contenu pour tous ceux qui se trouvent entre ces deux pôles. Les médias publics s'efforcent bien entendu d'élargir la distribution de leur contenu sur une diversité de plateformes, autres que la radiodiffusion traditionnelle, mais ils incluent aussi d'autres produits dans leur offre comme des traductions sur leur site web, des balados de fiction et d'apprentissage des langues, des ressources d'apprentissage en ligne et du contenu pour les jeunes.

« Un nombre surprenant de personnes qui n'étaient pas conscientes de leurs origines sápmis se réapproprient leur identité. Elles ont aussi besoin de s'y retrouver. »

**Johan Ailo Kalstad**  
*NRK Sápmi*

« Nous offrons du contenu pour enfants dans toutes les langues. Pour ce public, et pour les jeunes, nous croyons très important d'offrir du contenu dans toutes les langues sápmis. »

**Thomas Sarri**  
*Sveriges Radio*

« Beaucoup de gens ont commencé à apprendre leur langue parce que beaucoup d'entre eux l'ont perdue pendant leur séjour dans les pensionnats et se sont dit qu'il était important de la retrouver. Perdre sa langue, c'est aussi perdre une partie de son identité. Je crois sincèrement que les médias ont un rôle important à jouer dans la promotion et la préservation des langues autochtones. Nous avons tellement perdu de ce que nous sommes que maintenant, nous tentons de nous réapproprier tout ce que nous pouvons. Et à cet égard, les médias jouent un rôle majeur. »

**Monika Ille**  
*APTN*

Ce rôle pour RNZ est passé par l'élaboration d'une politique sur la langue maorie qui définit le rôle du diffuseur national dans les efforts globaux pour la revitaliser. Il s'agit de compléter plutôt que de concurrencer les mouvements populaires de revitalisation de la langue et ceux des diffuseurs autochtones. CBC/Radio-Canada a mis en place des stratégies semblables qui reconnaissent que les services offerts doivent reposer sur la collaboration.

« Je pense qu'il s'agit de trouver notre place parce que nous sommes un organisme financé par des fonds publics, de trouver où nous nous situons dans le spectre, c'est pourquoi nous ne cherchons pas à copier le travail accompli par la radio Whakaata Māori et la radio iwi [tribale] et d'autres organisations... La revitalisation d'une langue est plus importante que notre propre stratégie. »

**Shannon Haunui-Thompson***RNZ*

« Il y a tellement de cultures, de langues et de coutumes de notre pays qui disparaissent. Comment pouvons-nous freiner [cela] de manière concrète en tant que diffuseur public ? Je pense que la solution, à bien des égards, est l'action communautaire. Il est certain que nous n'avons pas le personnel nécessaire pour refléter toutes ces langues. Nous diffusons dans huit langues autochtones, mais c'est loin d'être suffisant. »

**Robert Doane***CBC/Radio-Canada*

« Nos auditoires ne se recoupent pas nécessairement, mais je pense qu'il est bon d'avoir ces points d'intersection en commun. Ils ne devraient pas considérer les médias autochtones comme des concurrents. Je reconnais que la concurrence est féroce dans le milieu de la radiodiffusion, mais nous ne devrions pas être considérés comme des concurrents. »

**Monika Ille***APTN*

Les diffuseurs cherchent également à élargir la présence des langues autochtones dans leur offre de contenu en général, ce qui comprend l'ajout de salutations ou de déclarations de reconnaissance territoriale dans les bulletins de nouvelles, mais aussi des tests de prononciation et de connaissance de la langue ainsi que des leçons pour le personnel autochtone et allochtone. Il y a aussi d'autres initiatives comme des affichages en langues autochtones dans les locaux des diffuseurs.

« Certains de nos employés parlent ces dialectes, par exemple, lorsqu'ils interviewent une personne de l'est du Groenland, ils peuvent converser dans leur propre langue. Parfois, ces conversations sont incompréhensibles pour les Groenlandais de l'Ouest, mais cela montre que nous avons conscience de tout notre territoire, ce qui est précieux pour les habitants du Groenland. »

**Annga Lyngge***KNR*

« Je pense que tous les diffuseurs ont un rôle à jouer dans la revitalisation de notre langue. Nos politiques éditoriales exigent que les mots en maori ou dans d'autres langues autochtones soient d'abord prononcés correctement par tout le personnel à l'antenne, qu'ils soient orthographiés correctement dans tous les textes et tous les macrons doivent être mis aux bons endroits, et ainsi de suite. Cela peut sembler assez fondamental quand on y pense, mais vous seriez surpris... notre rôle est de normaliser cet usage. C'est aussi de commencer une émission par une salutation en maori. »

**Shannon Haunui-Thompson***RNZ*

Le principal obstacle est le manque de temps, d'argent et de ressources, surtout pour des tâches exigeant de la minutie comme la traduction et la transcription. De nombreux responsables autochtones nous ont parlé du potentiel de l'intelligence artificielle (IA), lorsque les applications sont bien développées, pour les services touchant à la langue, surtout pour la traduction du contenu offert dans différentes langues ou l'ajout de sous-titres. Quatre médias publics scandinaves se sont récemment joints à un partenariat mené par des universités pour développer une IA sâmi, mais ils reconnaissent que la question des droits et des responsabilités reste à régler.

« Quand je pense à tous les progrès en IA et dans d'autres technologies qui pourraient nous aider à produire du contenu en langues sâmis, c'est vraiment bien. Mais il ne faut jamais oublier que c'est plus qu'une langue, c'est un outil qui doit pouvoir raconter nos récits, notre histoire, et il faut avoir les connaissances pour le faire. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

« Nous avons des archives volumineuses de contenus en te reo mâori. Nous venons tout juste de signer un [protocole d'entente] avec Te Hiku Media, une station de radio iwi à l'extrémité de l'île du Nord, qui a créé un programme de transcription du reo mâori. Nous leur avons donné accès à une partie de nos archives pour entraîner leur IA, ce qui est assez révolutionnaire. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

À Taïwan, TITV a lancé un programme en collaboration avec l'Indigenous Language Foundation qui vise à développer de nouvelles plateformes de contenu linguistique, en marge des plateformes des diffuseurs traditionnels, et elle se dit ouverte à collaborer avec d'autres médias autochtones pour ce projet.

« L'un des objectifs et aussi des défis de TITV aujourd'hui est de voir comment développer ces [plateformes], comment contribuer à sauver ces langues en péril ? Et aussi, comment créer davantage de contenu destiné aux peuples autochtones et aux locuteurs de langues autochtones qu'ils pourront utiliser pour étudier et pour apprendre. »

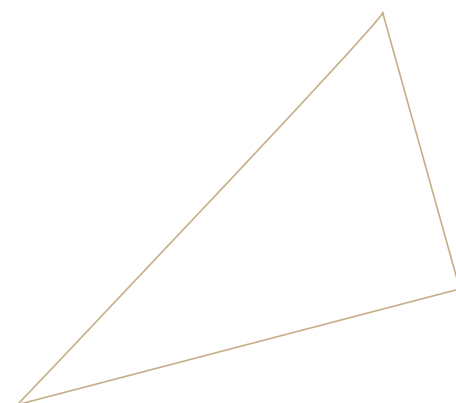
**Alang Galavangang**

*TITV*

« Les gens ont un véritable désir de nous connaître et d'entendre parler de nous. Ils veulent être davantage exposés à nos langues. Ils veulent en savoir davantage sur le lieu où ils vivent, car cela leur a été volé. Ils ne connaissent pas l'histoire du territoire et n'ont pas non plus été exposés à ces langues magnifiques. Ils veulent que cela change. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*



## Archives et propriété intellectuelle

De façon générale, les médias publics nationaux diffusent du contenu en langues autochtones, sous une forme ou une autre, depuis des dizaines d'années, si bien qu'au fil du temps ils se sont constitués d'importantes collections de récits oraux, qui représentent un patrimoine fabuleux composé d'enregistrements de langues menacées, de savoirs traditionnels, de témoignages d'expériences personnelles et d'histoires de vie de collective. CBC/Radio-Canada, par l'entremise de CBC North, possède plus de 75 000 heures de contenu qu'elle s'efforce de numériser.

Ces archives sont de plus en plus vues comme des instruments de préservation et de revitalisation des langues; elles sont aussi valorisées comme objet d'étude et source de connaissances d'intérêt général. Dans la mise en œuvre de sa stratégie autochtone de 2024, CBC/Radio-Canada a réfléchi à la façon dont ses archives pouvaient être utilisées dans la démarche de vérité et réconciliation amorcée par le Canada, mais aussi sur leur valeur comme source de connaissances inestimables sur les langues et les styles oratoires. Elles sont également un trésor prodigieux de récits et un accès direct pour les jeunes à la langue de leurs ancêtres. Comme l'a dit un des participants, « L'identification est très importante pour nos jeunes, ils doivent entendre ces récits : ce sont nos origines. L'information que détient CBC/Radio-Canada doit être partagée<sup>2</sup>. »

« Des gens nous ont dit à propos des archives qu'il ne s'agit pas simplement d'enregistrements : c'est la langue, les coutumes, la culture, les parents. Ils peuvent y entendre leurs proches. »

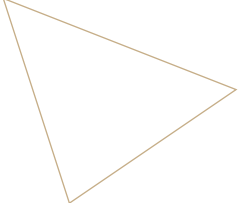
**Robert Doane**  
CBC/Radio-Canada

« Autrefois, les gens venaient à la NRK pour enregistrer des joiks. Le joik est la forme la plus ancienne de musique de toute l'Europe. C'est une forme de chant. Chaque personne a son propre joik, qui lui a été donné. Par exemple, si je vous donnais un joik, il contribuerait à définir votre identité. Les gens peuvent avoir des joiks, les montagnes peuvent avoir des joiks, les animaux, et ainsi de suite. Nous avons de nombreux joiks en archives qui ont été enregistrés dans nos studios quand il n'y en avait pas d'autres dans la région. Qu'en est-il de la propriété? Eh bien, c'est une question complexe, parce qu'un joik devrait appartenir à la personne qui l'a reçu; c'est carrément le contraire de la vision occidentale. Il faut donc poursuivre le travail sur ce dossier. »

**Johan Ailo Kalstad**  
NRK Sápmi



<sup>2</sup> Stratégie nationale autochtone pour 2024-2027, CBC/Radio-Canada, [strategies.cbcr.ca/media/hjnilknv/national-indigenous-strategy.pdf](https://strategies.cbcr.ca/media/hjnilknv/national-indigenous-strategy.pdf)



Toutes les personnes consultées dans le cadre de cette étude en conviennent : à titre d'organisations publiques, leurs archives devraient être accessibles au plus grand nombre possible, surtout pour les communautés dont les voix et les images s'y retrouvent. Au même titre que les musées et les universités parlent de décoloniser leurs espaces et leurs collections, les diffuseurs devraient considérer d'ouvrir leurs archives.

En Nouvelle-Zélande, les archives de RNZ sont gérées par Ngā Taonga Sound and Vision<sup>3</sup>, un organisme gouvernemental créé en 2012 par la fusion des archives radio de RNZ, des archives de TVNZ et des archives nationales du film. En vertu de sa loi constitutive, cet organisme doit honorer le Traité de Waitangi et tisser des liens avec les organisations « whānau, hapū, iwi et maories pour assurer l'accès au taonga constitué par les enregistrements sonores et les images animées et sa préservation dans le temps » Cette vision s'incarne dans un ensemble de politiques appelé l'approche Tiakina<sup>4</sup>, mise en place après une bataille juridique de 30 ans sur la question de la propriété intellectuelle maorie, dans le but de donner davantage de contrôle sur les trésors maoris et sur la façon dont on y donne accès.



<sup>3</sup> « About », Ngā Taonga Sound & Vision, [ngataonga.org.nz/about-us/who-we-are/about-nga-taonga-sound-vision](https://ngataonga.org.nz/about-us/who-we-are/about-nga-taonga-sound-vision)

<sup>4</sup> « Tiakina Approach », Ngā Taonga Sound & Vision, [ngataonga.org.nz/taonga-maori/taonga-maori-english/tiakina-approach](https://ngataonga.org.nz/taonga-maori/taonga-maori-english/tiakina-approach)

Photo : Julian Wilcox et Mihingarangi Forbes animent Waitangi Day en Nouvelle-Zélande (fournie par RNZ).

## Étude de cas N°1

# Aotearoa New Zealand: la bataille autour de la langue

Māori Television, aujourd'hui appelée Whakaata Māori, célèbre cette année son 20e anniversaire, mais son histoire a débuté bien avant, dans les décennies de protestations et de batailles juridiques, époque qui aujourd'hui est connue comme la renaissance maorie<sup>5</sup>.

En septembre 1972, un groupe de jeunes étudiants se tenaient devant le Parlement de la Nouvelle-Zélande, brandissant une pétition contenant plus de 30 000 signatures pour exiger l'enseignement de la langue maorie à l'école. En 1970, cette langue autochtone avait pratiquement disparu, seulement 5% des enfants maoris pouvaient encore la parler. Ce groupe de revendication appelé Ngā Tamatoa, était formé de jeunes issus de familles dont les membres avaient vécu l'ère des châtiments corporels à l'école pour avoir osé parler leur langue, ou avaient été forcés de recopier « Je ne parlerai pas maori<sup>6</sup> » au tableau noir poussiéreux. Dans la Nouvelle-Zélande de cette époque, les personnes que l'on entendait à la radio ou à la télévision étaient plus soucieuses de bien parler le « *Queen's English* » que de bien prononcer les mots « Taupō » ou « māori » correctement. L'artiste et érudit Kura Te Waru Rewiri avait déclaré à *The Press* en 1972 : « Aucun journal maori, aucune émission de télévision en maori et seulement 30 minutes de maori par semaine à l'émission de radio nationale<sup>7</sup> ».

La radiodiffusion était alors un médium tout puissant. Le soir, la plupart du temps, autant à la ville que dans l'arrière-pays, les gens se massaient autour de leur téléviseur noir et blanc pour regarder les mêmes émissions sur l'une des deux chaînes. Si les Maoris pouvaient se voir à l'écran et s'entendre sur les ondes, pensaient les protestataires, la radiodiffusion pourrait devenir un puissant outil pour revitaliser leur langue. La pétition a été un catalyseur des célèbres marches pour la terre, des manifestations et des revendications pour se réapproprier la langue et les droits autochtones. La contestation a aussi braqué les projecteurs sur la New Zealand Broadcasting Corporation, comme l'appelait à l'époque.



<sup>5</sup> « Mā Tātou – For All Of Us - 20 Years Of Whakaata Māori », Whakaata Māori, 22 mars 2024, [whakaatamaori.co.nz/media-releases/ma-tatou---for-all-of-us---20-years-of-whakaata-maori](https://whakaatamaori.co.nz/media-releases/ma-tatou---for-all-of-us---20-years-of-whakaata-maori)

<sup>6</sup> Tahana, Jamie, « Remembering the Māori Language Petition and the revival of te reo Māori », RNZ, 13 septembre 2022, [rnz.co.nz/news/te-manu-korihī/474655/remembering-the-maori-language-petition-and-the-revival-of-te-reo-maori](https://rnz.co.nz/news/te-manu-korihī/474655/remembering-the-maori-language-petition-and-the-revival-of-te-reo-maori)

<sup>7</sup> Tahana, Jamie, « 'We did something amazing': The story of Whakaata Māori », E-Tangata, 7 avril 2024, [e-tangata.co.nz/media/we-did-something-amazing-the-story-of-whakaata-maori](https://e-tangata.co.nz/media/we-did-something-amazing-the-story-of-whakaata-maori)



En 1978, le groupe Te Reo Māori est revenu à la charge avec une autre pétition qui comptait cette fois 25 000 signatures revendiquant une présence reconnaissable de l'identité maorie à la télévision<sup>8</sup>. À l'époque, le contenu maori était essentiellement cantonné aux créneaux du divertissement léger et des arts. Les émissions d'actualité montraient surtout des journalistes européens raconter les affres de l'urbanisation pour les Maoris. La pétition a fonctionné. Les années 80 ont vu une déferlante de nouvelles émissions couvrant les actualités, les arts et la culture, mais les émissions maories demeuraient enfouies dans les créneaux du dimanche matin ou de fin de soirée.

En 1984, Huirangi Waikerepuru s'est adressé au tribunal de Waitangi, une commission d'enquête permanente sur le respect par le gouvernement du document fondateur de la nation<sup>9</sup>. Il revendiquait l'adoption du maori comme langue officielle, alléguant que : « La radiodiffusion est sans doute le moyen de communication le plus puissant à notre disposition, d'où l'importance pour la langue maorie d'y rayonner le plus largement possible. » Il a fait valoir que l'État – et par extension, les diffuseurs publics – avait contribué à son affaiblissement en l'excluant<sup>10</sup>.

Au cours de la même période, le gouvernement offrait les fréquences du spectre radio aux enchères. Le modèle de prêt de fréquences aux stations de radio faisait place à la vente au plus offrant. Comme rien n'avait été prévu pour les Maoris, il y avait lieu de craindre qu'ils soient complètement exclus<sup>11</sup>. Ils se sont donc adressés à la Haute Cour du pays pour exiger l'arrêt du processus jusqu'à ce que le gouvernement mette en place un plan pour protéger le te reo. Cette action allait se frayer un chemin jusqu'au Conseil privé qui, en 1993, allait rendre des décisions déterminantes au sujet des obligations de l'État quant à la protection des langues. Les demandeurs sont également parvenus à arracher des promesses importantes, dont le financement par la couronne d'un organisme de commande de contenu maori, la mise sur pied d'un réseau de stations de radio tribales et une étude sur la faisabilité d'une chaîne de télévision maorie<sup>12</sup>.

<sup>8</sup> « Story: Te reo Māori – the Māori language », Te Ara, [teara.govt.nz/en/photograph/41080/petition-for-maori-television](http://teara.govt.nz/en/photograph/41080/petition-for-maori-television)

<sup>9</sup> « Dr Huirangi Waikerepuru », Te tai: Treaty Settlement Stories, [teara.govt.nz/en/te-tai/te-mana-o-te-reo-maori-dr-huirangi-waikerepuru](http://teara.govt.nz/en/te-tai/te-mana-o-te-reo-maori-dr-huirangi-waikerepuru)

<sup>10</sup> « The WAI11 claim », Te tai: Treaty Settlement Stories, [teara.govt.nz/en/te-tai/te-mana-o-te-reo-maori-chapter7](http://teara.govt.nz/en/te-tai/te-mana-o-te-reo-maori-chapter7)

<sup>11</sup> « Report of the Waitangi Tribunal on Claims Concerning the Allocation of Radio Frequencies », Waitangi Tribunal Report 1990, [forms.justice.govt.nz/search/Documents/WT/wt\\_DOC\\_68476762/Allocation%20of%20Radio%20Frequencies%201990.pdf](http://forms.justice.govt.nz/search/Documents/WT/wt_DOC_68476762/Allocation%20of%20Radio%20Frequencies%201990.pdf)

<sup>12</sup> « MĀORI TELEVISION SERVICE 4/5 », Beehive.Govt.nz, 24 juillet 2000, [beehive.govt.nz/feature/maori-television-service-45](http://beehive.govt.nz/feature/maori-television-service-45)

Photo : Piripi Walker (à droite) et Tama Te Huki dans le studio de Te Upoko-o-te-Ika, la station de radio en maori de Wellington, le jour de son entrée en ondes en 1987. The Dominion Post Collection, Alexander Turnbull Library, National Library of NZ. [ndhadeliver.natlib.govt.nz/delivery/DeliveryManagerServlet?dps\\_pid=IE227252&dps\\_custom\\_att\\_1=emu](http://ndhadeliver.natlib.govt.nz/delivery/DeliveryManagerServlet?dps_pid=IE227252&dps_custom_att_1=emu)

Il n'en reste pas moins que dans de nombreux pays, l'accès aux archives s'avère un processus lourd qui s'accompagne de coûts élevés pour les particuliers ou les organisations tribales. Les médias publics ont souvent un accès exclusif à leurs archives, une mine à laquelle certains médias autochtones souhaiteraient bien avoir accès.

« Iwi radio ne reçoit qu'un maigre financement. Comme on dit entre nous, elle fonctionne avec des miettes. À l'instar de RNZ, elle est entièrement financée par des fonds publics, mais elle ne reçoit que le dixième, même pas le dixième, plutôt le vingtième de ce que nous recevons. Pour ce diffuseur, l'accès aux archives est une question existentielle, car il s'agit de contenu facile pour alimenter ses stations. Je dirais probablement que les responsables estiment qu'il est difficile d'avoir accès à ce contenu, car il est payant et qu'ils n'ont pas vraiment de fonds pour se le permettre. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Un jour, quelqu'un m'a dit J'ai seulement besoin d'une séquence d'images de 70 secondes. Ça me coûterait 7000\$. Je suis de la famille d'un survivant des pensionnats et ce projet a une grande importance pour moi. Pourquoi devrais-je payer 7000\$? » Puis d'autres personnes font un parallèle avec les musées qui ont des artefacts qui nous ont en fait été volés. "Nous devrions en avoir la propriété, ils nous appartiennent." Je pense que nous n'avons pas fini d'entendre parler de ces questions. Nous sommes dans une zone grise en ce moment, où nous essayons de démêler notre approche en matière de gestion des archives et de tendre vers une politique centrée sur la propriété, d'où l'importance de déterminer qui en est le propriétaire. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*

Il y a toutefois des facteurs incontournables à considérer dans la question des droits d'auteur et de la protection du matériel d'origine et le fait que, contrairement aux musées, un grand nombre des enregistrements n'ont peut-être pas été obtenus de manière mal intentionnée. Bon nombre de diffuseurs publics – qui ont le mandat de servir l'intérêt public – ont aussi l'obligation d'être viables financièrement. L'accès pourrait donc dépendre des politiques du gouvernement et du financement plutôt que de la politique organisationnelle des entreprises.

« Il s'agit là de questions très complexes, parce que nous avons également des documents sources assujettis aux règles de protection de la vie privée. Nous devons donc gérer ces documents jusqu'à ce qu'ils puissent être libérés. Je crois que nous le faisons dans l'esprit de l'intérêt public. Le plus important à mon sens est que nous rendions ces documents accessibles au public, plutôt que de les garder sans que personne puisse y avoir accès. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Nous avons des obligations concernant la protection des sources, des droits d'auteur et ainsi de suite. Cela nous appartient donc, ça appartient à la Sveriges Radio. Mais [nous y accordons] un large accès. Si vous les utilisez dans le cadre d'un projet, vous pouvez accéder aux archives. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

On s'entend toutefois sur l'importance de donner un accès aussi large que possible au contenu des archives, et que les communautés autochtones doivent participer à la discussion générale sur la question de la propriété. La NRK a des liens étroits avec Sámi Archives<sup>13</sup>, qui est le dépôt où les documents les plus anciens sont entreposés et préservés avant d'être mis en libre accès. Au Groenland, où un vaste projet de numérisation est en cours, le contenu numérisé est versé sur YouTube<sup>14</sup> et dans les médias sociaux.

« Nous déposons le contenu sur YouTube pour que tout le monde puisse y avoir accès. Les gens adorent ça. Ce sont des témoignages de notre histoire, de notre passé colonial. C'est un reflet important de qui nous sommes au Groenland. Nous recevons beaucoup de courriels et d'appels d'étudiants qui veulent savoir comment accéder à nos archives. Un grand nombre de documents et de récits anciens dans nos archives sont très populaires. »

**Annga Lynge**

*KNR*

« Ce n'est pas une politique du tout ou rien. Bon d'accord, alors, en attendant, pendant que nous nous faisons une tête, qu'en est-il de l'accessibilité par d'autres moyens? Serait-il possible de réorganiser le contenu pour que d'autres personnes puissent profiter de l'accès public? C'est aussi une façon de reconnaître que nous avons une compréhension de notre histoire comme peuple autochtone, mais qu'il existe dans les archives certaines vérités qui doivent tout simplement être retravaillées. C'est donc là une autre belle occasion. »

**Robert Doane**

*CBC Radio-Canada*

<sup>13</sup> "Samisk arkiv". Arkivverket. [arkivverket.no/om-oss/sami-arkiiva](http://arkivverket.no/om-oss/sami-arkiiva)

<sup>14</sup> "KNR TV". YouTube. [youtube.com/channel/UCijOAtv53RHerfl98fZmcQ](https://youtube.com/channel/UCijOAtv53RHerfl98fZmcQ)

Tandis que les conversations autour de la souveraineté des données et des histoires autochtones se poursuivent (voir l'étude de cas n° 2), tout comme la différence entre les lois sur le droit d'auteur occidentales et la vision du monde autochtone continue d'être mise de l'avant, il faut s'attendre à ce que les discussions concernant l'accès aux archives et aux collections d'artefacts historiques des diffuseurs publics se poursuivent.

« Le contexte autour des droits sur la propriété intellectuelle autochtone est en train de changer complètement. Lors du dernier examen de la Loi sur le droit d'auteur du Canada, plusieurs intervenants autochtones ont fait valoir que la Loi elle-même, dont dépendent les revenus que nous tirons de nos activités liées aux licences, aux droits et aux activités commerciales, n'est pas conforme à la DNUDPA [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones – voir l'étude de cas n° 3] ou de la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui vient d'être adoptée, exact? Il faudra modifier cette loi pour respecter nos obligations en vertu de la DNUDPA. Les archivistes du Canada ont récemment déposé un cadre sur la réconciliation renfermant les meilleures pratiques, qui reconnaît la souveraineté narrative et le rapatriement des documents d'archives. Nous avons organisé des ateliers autour des principaux enjeux pour les personnes qui traitent d'ordinaire ces demandes et qui contrôlent l'accès au contenu, et avons rendu obligatoire un cours offert par un organisme tel que le Centre national de la gouvernance des Premières Nations<sup>15</sup>. Notamment sur les principes autochtones en matière de propriété intellectuelle. »

**Kris Clemens**  
CBC/Radio-Canada

## Contenu positif

Les pays et territoires dont il est question dans ce rapport partagent un passé de profondes iniquités et d'histoires troublantes qui ont été couvertes et révélées courageusement aux diffuseurs publics par des journalistes autochtones. Il existe par exemple des balados, des séries et des articles d'enquêtes journalistiques sur un large éventail de sujets comme la discrimination, les inégalités dans le système de santé et de justice, la sombre réalité des institutions de soins gouvernementales et les meurtres et disparitions de femmes et filles autochtones. Ce sont là des histoires importantes certes, mais il faut également éveiller les consciences au fait que l'autochtonité ne se résume pas à des faits divers négatifs, ce que constatent avec acuité les membres des communautés et nos collaborateurs.

« Nous parlons souvent des communautés sous un angle négatif. Mon collègue Duncan McCue est celui qui décrit le mieux la chose : "Nous y allons seulement lorsqu'il y a des tambours, des danses, des ivrognes ou des morts". Comment pouvons-nous investir dans la couverture des communautés pour y être quand ça compte afin de tisser des liens serrés avec elles, de leur donner un éclairage différent pour les présenter de manière positive dans les médias et pour faire une place aux jeunes dans cet univers qui soit également positive. Non pas en agissant comme des journalistes rapportant la nouvelle brute, mais comme des partenaires venus raconter une histoire, l'histoire que nous partageons comme nation. À titre d'organisation, nous n'avons pas fait du bon travail pendant des années puisque nous nous sommes contentés d'être présents seulement dans les mauvais moments. Nous n'y étions pas dans les bons moments et nous avons ainsi laissé tomber beaucoup de gens.

**Michael Dick**  
CBC/Radio-Canada

<sup>15</sup> First Nations Information Governance Centre. fnigc.ca

Aussi populaires que soient la couverture de l'actualité brute et les dramatisations de récits autochtones, il doit y avoir un équilibre et une compréhension de la richesse que représentent les belles histoires autochtones, qui témoignent de cultures complexes, mais florissantes, aussi fortes qu'inspirantes.

« Je crois que le plus important, vraiment, c'est de mettre en lumière les belles choses : les spectacles de danse, les nouvelles chansons, les nouveaux objets artisanaux, les nouvelles visions de nous, de notre jeunesse, en fait, de tout. Cela crée un tout. L'image du peuple sámi dans toute sa couleur. Les moments plus sombres sont bien sûr importants et nous devons les couvrir, mais nous ne devons pas nous limiter juste au gris. Nous devons montrer le monde dans toute sa palette de couleurs... Dans une entrevue, [un journaliste] a demandé à son interlocuteur s'il pouvait [dire] quelque chose d'amusant au sujet des Sámis? Quelque chose de joyeux, qui donnait envie de sourire. Dans notre société, nous ne sommes pas confrontés à ces problèmes constamment dans la vie de tous les jours. Nous rions aussi. Nous avons du plaisir, et c'est ce genre de contenu qui nous intéresse. »

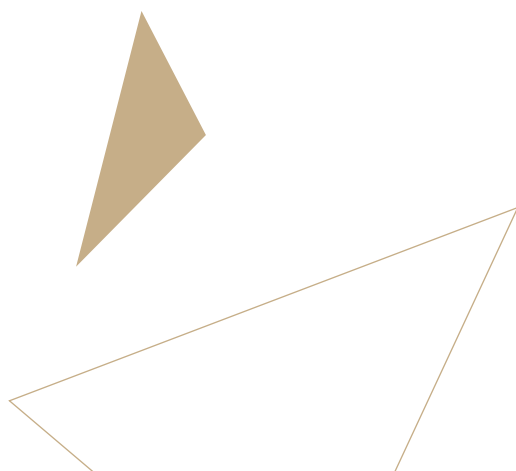
**Thomas Sarri**  
Sveriges Radio

## Production du contenu

Le contenu réalisé par des Autochtones racontant des thèmes autochtones gagne en popularité, non seulement auprès des Autochtones, mais dans la société en général. Cela inclut les actualités et les documentaires autochtones, mais aussi des mégaproductions ayant connu un succès international comme *Moana* de Disney. Cet engouement est aussi visible dans l'offre des diffuseurs nationaux, la plupart des organisations avec lesquelles nous nous sommes entretenus se sont engagées à accroître la quantité de contenus autochtones qu'elles produisent ou qu'elles commandent.

« La NRK a démontré une volonté croissante de donner plus de visibilité au peuple sámi auprès d'un large auditoire, ce qui nous a permis de financer des projets plus ambitieux. L'année prochaine, nous diffuserons deux séries de fiction sámi. Une première! Il s'agit de productions à gros budgets [et] passablement ambitieuses. Elles seront diffusées sur NRK 1, la chaîne principale de télévision de Norvège, qui a d'énormes cotes d'écoute. »

**Johan Ailo Kalstad**  
NRK Sápmi



« Les reportages sur la découverte de tombes anonymes au Canada ont ébranlé la population. Je pense que cela a été un moment où des Canadiens se sont dit "Oh, les Autochtones du Canada ont vraiment vécu des expériences traumatisantes dans le passé". Nous étions au courant depuis longtemps, mais les Canadiens refusaient de voir la réalité en face. Il y a eu un basculement à ce moment. Les gens se tournaient vers APTN, voulaient en savoir davantage. Je pense donc qu'il y a une évolution en cours et j'espère qu'elle se poursuivra. »

**Monika Ille**

*APTN*

« Pour ce qui est des Sâmis en Suède, un grand nombre ont été exclus de leur société au cours du dernier siècle, un grand nombre ont vécu comme des Suédois. Ils ne connaissent rien de leur histoire. Aujourd'hui, ils se réapproprient leur identité, parce que l'oppression du colonialisme leur a fait perdre leur langue, leur identité et leur a fait connaître l'exode de leur communauté. Un grand [nombre] de personnes se réveillent et reviennent à leur communauté. Il faut se rappeler que nous devons présenter du contenu et des histoires sâmis à ces personnes, pour qu'elles puissent les connaître elles aussi, mais pas seulement aux Sâmis qui vivent encore dans les montagnes avec leurs troupeaux de rennes et qui parlent leur langue. C'est un public important, mais nous devons pouvoir nous adresser aux différents groupes au sein de la société sâmi et à ceux à l'extérieur de celle-ci, car le manque cruel d'information et de connaissances de la population en générale entraîne de l'incompréhension et du racisme. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

Jusqu'à récemment, le contenu autochtone était vu comme un créneau spécialisé ou expérimental et relégué à des cases horaires à l'avenant. Aujourd'hui, on voit de plus en plus de contenu autochtone diffusé aux heures de grande écoute. Cette demande se traduit également par une plus grande présence des contenus autochtones sur les plateformes numériques et un plus grand volume de fictions et de productions multilingues. La NRK consacre davantage de ressources au contenu en ligne dans plusieurs langues, ce qui donne de la visibilité à la langue sâmi dans une plus grande palette de contenus. On ajoute également des sous-titres aux balados vidéo pour les rendre plus accessibles et aider ceux qui apprennent la langue. Les médias publics repoussent les limites et étendent la diversité du contenu autochtone qu'ils présentent et la variété des contenus autochtones s'accroît, souvent avec d'excellents résultats.

« Pendant de très nombreuses années, les auditoires des émissions de style magazine étaient pathétiques. La première fiction scénarisée produite par l'ABC racontée selon la perspective des Premières Nations, avec des interprètes autochtones dans les rôles clés, une équipe technique et une distribution, et ainsi de suite, entièrement autochtones, a été un formidable succès et une véritable révélation pour le diffuseur. Les auditoires ont répondu en grand nombre et ce qui devait être ni plus ni moins qu'une expérience, sans grandes attentes de succès, [s'est avérée] tout à fait le contraire. Nous avons donc pu capitaliser sur ce succès et véritablement innover en explorant d'autres façons de raconter des histoires du point de vue des Premières Nations. Les dramatiques ont ouvert la voie aux comédies scénarisées, mais je pense que le domaine de la fiction, du contenu non factuel a été le terrain où nous avons pu réellement marquer des points et c'est dans cette direction que nous continuons d'avancer. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

« La première consiste à produire des dramatiques ou des projets documentaires au sujet des peuples autochtones de Taïwan, par exemple sur la période de dynastie Qing ou la période de domination japonaise, et de présenter ces récits de leur point de vue. Aussi, en appuyant la démarche de vérité et réconciliation du gouvernement. Par exemple, dans nos émissions de nouvelles, mettre en place un panel ou un groupe de discussion pour donner aux gens une nouvelle plateforme ou une nouvelle voix pour s'exprimer sur différents sujets. »

### **Alang Galavangang**

*TITV*

« Nos histoires sont aussi intéressantes que les histoires des non-Autochtones, elles sont juste racontées différemment. »

### **Monika Ille**

*APTN*

On constate également cette demande sur la scène internationale, les diffuseurs publics nationaux se heurtant à une concurrence accrue pour obtenir des droits sur des histoires ou des contenus qu'ils tenaient auparavant pour acquis.

« Les grands médias comme Netflix et Disney voient le potentiel des histoires vraies que les Autochtones possèdent. Par exemple, Netflix a conclu un partenariat avec des cinéastes sâmis. Disney réalise également une série dramatique, ce qui prouve qu'il y a de plus en plus de gens qui voient ce potentiel. »

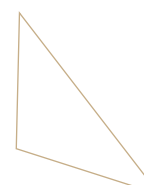
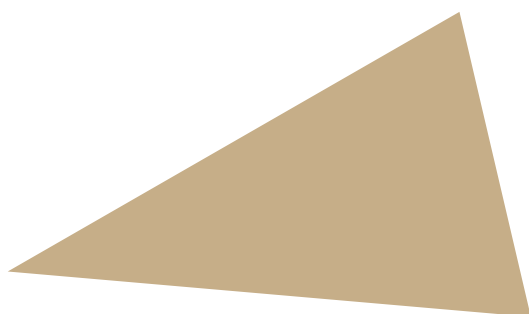
### **Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« C'est drôle à dire, mais Netflix a joué un rôle important dans la présentation de tous ces contenus, surtout sur sa plateforme où l'on trouve des émissions de télévision de différents pays, dont certaines sont sous-titrées. Il y a cinq ans, voire trois, une émission sous-titrée, c'était pas très tentant. Aujourd'hui, il y a un appétit pour différentes formes de mises en récit. Je pense donc que nous devrions surfer sur cette vague pour nous mettre définitivement sur la carte. »

### **Monika Ille**

*APTN*



Ce regain de popularité ne peut tout de même pas être la seule raison pour laquelle les médias publics investissent dans le contenu autochtone : leurs mandats les y obligent aussi. Tous les participants à l'étude nous ont toutefois dit que cette obligation devait être plus qu'un simple exercice de « cochage de cases » et qu'il faut aussi offrir aux peuples autochtones du contenu de grande qualité, produit de manière irréprochable sur des sujets originaux qui repoussent les limites, comme cela se fait pour les autres contenus.

« C'est l'argent des contribuables. Les communautés maories paient des impôts comme tous les autres citoyens. Nous devons constamment nous assurer de leur offrir le contenu qu'elles méritent et qu'elles ont contribué à financer. Je me considère comme un kaupapa, je ne parle pas pour RNZ. Je représente mon peuple. Nous tâchons de trouver ce qui convient à notre peuple. Parfois, nous y arrivons, mais parfois nous échouons. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Nous sommes le seul média à offrir une couverture du Groenland sur trois plateformes. Nous avons donc une identité forte, mais aussi un rôle très important pour soutenir la démocratie. Dans l'histoire du Groenland, de sa société et de sa vie culturelle. Nous devons être un miroir pour nous, les Groenlandais. »

**Annga Lynge**

*KNR*

« J'ai appris il y a très longtemps que peu importe ce qu'on fait, peu importe le type d'émissions qu'on produit, quel que soit le nombre de personnes qu'on consulte, il y aura toujours quelqu'un pour se plaindre, peu importe la manière ou la forme. Quoi penser de ça? Faut juste le faire. Il faut repousser les limites et essayer différentes choses. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

« Pendant de très nombreuses années, par leur simple présence des personnes au sein de notre organisation, des membres des Premières Nations, des Inuit ou des Métis, nous ont poussés à faire mieux; elles ont réussi à nous faire prendre un virage et à ouvrir de nouvelles avenues. Alors, malgré l'obligation de notre mandat, je dirais qu'à bien des égards il y a eu un effort au sein même de l'organisation pour faire en sorte que nos histoires soient racontées de manière appropriée. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*

La majorité des diffuseurs ne sont pas assujettis à des quotas déterminés de contenu autochtone. Ce n'est toutefois plus le cas depuis quelque temps pour le diffuseur public national du Canada. En effet, en vertu de sa licence de radiodiffusion délivrée en 2022, CBC/Radio-Canada a désormais l'obligation d'affecter une partie croissante de son budget destiné à la programmation indépendante à du contenu produit par des producteurs autochtones ou des entreprises appartenant à des intérêts autochtones, individus ou communautés. La Société doit également consulter les communautés autochtones et les producteurs de contenu autochtones tous les deux ans<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> Décision de radiodiffusion CRTC 2022-165 et ordonnances de radiodiffusion CRTC 2022-166 et 2022-167, Conseil de la radiodiffusion et des communications canadiennes, [crtc.gc.ca/eng/archive/2022/2022-165.htm](https://crtc.gc.ca/eng/archive/2022/2022-165.htm)

« Il n'y a pas de quota quant au volume de contenu maori produit ou acquis. Nous avons toutefois [un] engagement en matière de dépenses. Ainsi, nous devons consacrer 50% de notre budget d'acquisition interne à du contenu maori. Ce n'est pas strictement une question de quota à respecter, car personnellement, je crois que la qualité est plus importante que la quantité. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

Il reste toutefois qu'il est plus facile d'intégrer les récits et les points de vue autochtones dans certaines catégories de contenu que dans d'autres. La plupart des participants ont notamment pointé du doigt le secteur de l'information pour sa lenteur à s'adapter comparativement à d'autres, surtout pour ce qui est de l'organisation des salles de nouvelles où les décisions éditoriales ou de programmation sont souvent prises par des non-Autochtones.

« L'Information continue de faire les choses comme elle le fait depuis toujours et trouve très difficile de changer ou de s'adapter, et même de voir qu'il n'y aurait pas d'autres façons de s'y prendre. J'ai beaucoup réfléchi à la question de l'expérience vécue dans le contexte du débat sur l'impartialité et l'objectivité, car on voit souvent ces choses comme s'excluant mutuellement. Évidemment, nous avons tous des *a priori*, qu'ils soient inconscients ou autres. Je pense que c'est l'une des choses avec lesquelles l'ABC a du mal à composer : comment respecter les différences entre les gens et les exploiter pour pouvoir raconter les histoires comme elles doivent être racontées. »

**Dan Bouchier**

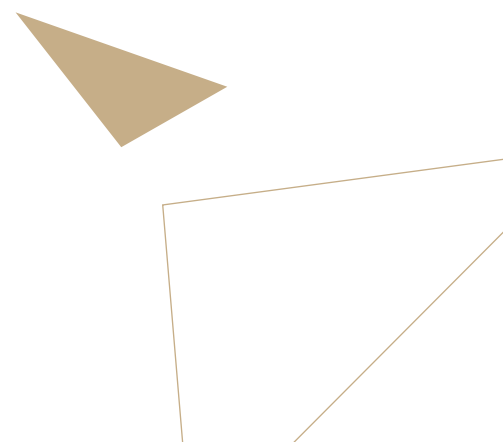
*ABC*

L'information est souvent le domaine le plus évident où une organisation a aussi la responsabilité de refléter de manière appropriée les populations autochtones dans son contenu : les bulletins de nouvelles doivent rapporter de manière juste et précise l'information concernant les peuples autochtones, mais les autres émissions devraient aussi faire entendre des voix autochtones sur des sujets qui ne sont pas nécessairement liés aux Autochtones. Un diffuseur public ne peut pas se contenter de commander du contenu autochtone pour améliorer la représentation des Autochtones. Ainsi, le réseau NPR travaille sur un procédé pour tenir le compte de la diversité des voix dans sa couverture afin de quantifier la représentation dans l'ensemble de l'offre du réseau.

« Cela nous aidera non seulement pour cette dimension de la couverture, mais pour toutes les autres, pour faire en sorte que la perception au sujet de notre contenu, en faisons-nous trop ou pas assez, passe de l'anecdotique aux véritables données. Ce suivi portera sur toutes sortes de choses et inclura différentes plateformes; selon l'avis de nombreuses personnes, la composition de la couverture doit passer de la simple perception à quelque chose de plus mesurable et quantifiable. »

**Edith Chapin**

*NPR*



## Points de discussion

- Comment mieux refléter l'expérience des Autochtones dans les contenus? Que faut-il changer pour y arriver?
- Les ressources limitées réduisent la marge de manœuvre des diffuseurs et leur soutien aux langues autochtones. Quels sont les changements et les politiques qui pourraient améliorer le soutien aux langues autochtones? Que faut-il pour assurer le succès de ces services?
- Que faut-il pour donner au contenu autochtone la visibilité qu'il mérite, en particulier sur les plateformes numériques, pour éviter de répéter les erreurs du passé en marginalisant ce contenu?
- Quelles protections et quelles garanties sont nécessaires pour assurer la représentation et le respect de la souveraineté des Autochtones dans l'adoption des nouvelles technologies?
- Comment devrait-on donner accès aux archives et qui devrait être propriétaire du matériel qu'elles renferment? Comment la vision du monde autochtone peut-elle se concilier avec la notion occidentale de propriété et de droit d'auteur?
- Devant l'intérêt croissant pour les contenus autochtones sur la scène internationale, que doivent faire les médias publics pour demeurer des partenaires pertinents aux yeux des créateurs de contenu autochtone?





# Collaboration

Selon plusieurs des participants à la consultation, la collaboration, que ce soit entre membres d'une même organisation ou avec d'autres médias autochtones ou communautaires, est l'un des meilleurs moyens d'accroître la représentation des Autochtones, tant à l'écran qu'en ligne. Entre autres exemples de collaboration, mentionnons la présentation de contenu autochtone sur les grandes plateformes nationales destinées au public en général, ainsi qu'une couverture adéquate des événements et des émissions d'importance pour les communautés autochtones et l'affectation de ressources suffisantes pour la programmation nationale réalisée par des Autochtones.

« Nous collaborons avec d'autres secteurs au sein de Sveriges Radio, comme l'équipe de la matinale, ce qui fait qu'ils peuvent reprendre les nouvelles importantes ou positives du point de vue des Sámis pour leurs émissions. »

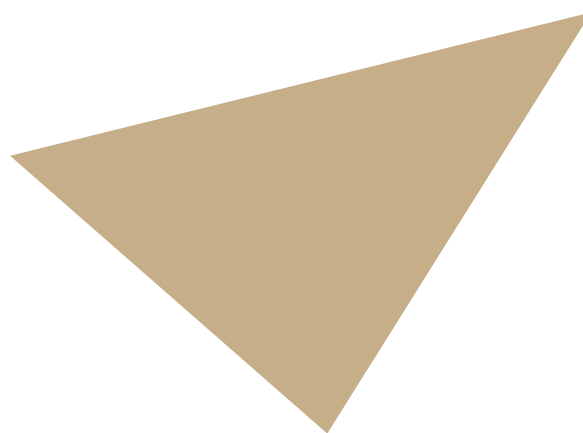
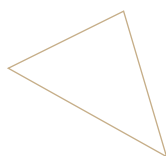
**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

« Je suis très fière de ce que nous avons accompli au cours des dernières années pour marquer le 6 février [jour de Waitangi]. Je suis très fière de l'ensemble de la programmation en direct que nous avons présentée à l'occasion de Matariki [nouvel An maori], parce que cela nous permet vraiment de travailler en équipe. Tous les *kaimahi Māoris* [membres de notre personnel] des différents secteurs de l'organisation font équipe pour travailler sur ces émissions. C'est vraiment fabuleux lorsque nous unissons tous nos efforts et que nous contrôlons le produit, sans que personne nous dise quoi faire. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*



<sup>17</sup> « Les médias et la réconciliation », Gouvernement du Canada, août 2021, [rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1524505692599/1557513408573](https://rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1524505692599/1557513408573)

<sup>18</sup> « Report of the Waitangi Tribunal on Claims Concerning the Allocation of Radio Frequencies », Waitangi Tribunal Report 1990, [forms.justice.govt.nz/search/Documents/WT/wt\\_DOC\\_68476762/Allocation%20of%20Radio%20Frequencies%201990.pdf](https://forms.justice.govt.nz/search/Documents/WT/wt_DOC_68476762/Allocation%20of%20Radio%20Frequencies%201990.pdf)

# Vérité, réconciliation et communauté

Ces stratégies et plans de contenu reposent avant tout sur une reconnaissance des failles du passé et sur la nécessité de se réconcilier avec les communautés autochtones qui ont été mal représentées ou sous-représentées dans le passé, et sur l'importance de bâtir des partenariats solides.

Il existe aujourd'hui une pléiade de médias autochtones bien établis, qui sont campés à juste titre sur la défense de leur droit à l'autodétermination. Cela ne signifie toutefois pas que les diffuseurs publics nationaux soient exemptés de toute obligation de refléter les communautés autochtones de manière appropriée. Et cela ne signifie pas non plus que les médias nationaux doivent se tenir à l'écart du difficile, mais crucial processus de vérité et réconciliation. Par exemple, dans ses recommandations finales, la Commission de vérité et réconciliation du Canada<sup>17</sup> a demandé au gouvernement de permettre à CBC/Radio-Canada « d'appuyer la réconciliation et de refléter adéquatement la diversité des cultures, des langues et des points de vue des peuples autochtones » Le Tribunal de Waitangi, en Nouvelle-Zélande<sup>18</sup> et le Parlement sámi ont lancé des appels similaires.

« Il s'agit d'investir dans les gens et d'investir dans les communautés. Nous n'avons pas fait du bon travail en tant qu'organisation pendant des années; nous n'avons été présents que dans les mauvais moments. Nous n'avons pas été là dans les bons moments, et nous avons laissé tomber beaucoup de monde. Nous devons donc commencer à faire le sale boulot, pour ainsi dire, en investissant dans les communautés, dans les gens. Comment faire pour investir dans les communautés, pour y aller quand c'est important, pour tisser des liens solides, pour jeter un regard différent sur chacune de ces communautés et pour leur donner une

visibilité positive dans les médias, en tant que partenaire du récit, de notre histoire commune, en tant que nation. »

**Michael Dick**  
*CBC/Radio-Canada*

« L'ignorance et le manque d'attention accordée aux questions sámi s'immiscent rarement dans les questions d'intérêt national. Cela signifie que la majorité des Norvégiens, des Scandinaves et des Finlandais connaissent très peu le peuple sámi. On n'en parle pas à l'école. On n'en parle pas dans les médias non plus. Et aussi triste que cela puisse être, je pense que c'est encore comme ça aujourd'hui. »

**Johan Ailo Kalstad**  
*NRK Sápmi*

« Par le passé, et en fait encore aujourd'hui, les grands médias proposent rarement des sujets autochtones, ou des contenus ayant une quelconque profondeur ou substance. »

**Alang Galavangang**  
*TITV*

Les médias publics, en particulier leur service autochtone, font de plus en plus un effort concerté pour assurer une présence dans les communautés autochtones et pour couvrir la diversité et la richesse de l'histoire de ces personnes, autrement qu'en faisant du journalisme superficiel et en ne s'intéressant qu'aux histoires négatives.

Ces liens sont encouragés de diverses façons, car en fin de compte, sans la confiance de la communauté, la pertinence même des médias publics nationaux peut être remise en question.

« En vertu d'une nouvelle exigence, nous avons l'obligation de consulter tous les deux ans les membres des communautés autochtones, ainsi que les producteurs indépendants et créateurs autochtones pour connaître leurs impressions sur notre programmation, sur leur travail de production, leur collaboration avec le diffuseur public et aussi pour faire écho aux données recueillies dans le cadre du sondage sur les perceptions du public. »

**Kris Clemens**

*CBC/Radio-Canada*

« Les relations que nous avons avec les iwis teintent probablement le genre de reportages que nous réalisons. Aussi, pour avoir de bons contacts. Je pense que nous n'avons aucun lien officiel de quelque sorte que ce soit avec les iwis. Je crois que cela s'explique par la nature de notre organisation : nous essayons de préserver notre indépendance comme média. Peut-être qu'une réflexion s'impose pour voir comment nous pourrions changer la situation. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« On se plaît à penser que notre principal rôle est d'avoir un impact sur la langue et la culture sâmis. On dit aussi souvent que nous ne pouvons exercer aucun impact si les Sâmis ne nous écoutent pas, cela signifie donc que nous avons l'obligation d'être pertinents et de répondre aux besoins des Sâmis. Nous réalisons beaucoup d'entrevues, d'entretiens et autres. Mais nous avons aussi ce que nous appelons le conseil de programmation sâmi, qui est nommé par le Parlement sâmi. Cette entité n'a aucun pouvoir sur nous, nous conservons notre indépendance éditoriale, mais ce conseil peut faire des analyses et des commentaires sur des questions particulières. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Cet automne, nous amorçons un projet qui nous conduira dans les communautés sâmis en Suède où nous travaillerons en collaboration avec de petites organisations sâmis, des organisations locales. Nous allons sur le terrain faire une émission de musique en direct avec un artiste, et nous en profiterons pour parler de qui nous sommes, Sameradion, de ce que nous faisons. Nous aimerions beaucoup connaître les membres de l'organisation et les convaincre de nous contacter. C'est ce que nous faisons pour mieux connaître notre public, nos auditoires. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

La quête de vérité et réconciliation est une démarche difficile, mais nécessaire. Les conséquences déléteres de la colonisation ont contaminé toutes les facettes de la société, et à ce titre, les médias publics, en plus d'avoir un examen de conscience à faire sur leur rôle dans les torts historiques qui ont été causés, ont aussi l'obligation journalistique de rapporter de manière rigoureuse les histoires liées à la démarche de vérité et réconciliation dans l'ensemble du pays.

Bon nombre des pays participant à cette consultation sont engagés à des degrés divers dans la quête de vérité et réconciliation, avec des résultats tantôt heureux tantôt malheureux. Il s'agit d'un travail difficile, surtout pour les journalistes autochtones qui peuvent le vivre de manière personnelle, mais aussi pour les organisations qui font remonter à l'échelle de la nation des faits difficiles que certains auditoires préféreraient garder dans l'oubli.

« Je pense qu'en tant que diffuseur national, nous avons le devoir de dire la vérité et de mettre en lumière ce qui est dit et pourquoi. Nous devons aussi nous assurer d'avoir les voix pour dire à quel point certains récits peuvent faire mal. Si nous ne le faisons pas, eh bien, nous ne servons pas nos auditoires correctement. Je pense que la vérité mène vraiment à la confiance. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Je pense évidemment qu'il faut être critique à l'égard du processus pour voir s'il se déroule correctement. Est-ce que les bonnes personnes y participent? Est-ce que les bonnes décisions sont prises? Nous avons un grand rôle, un rôle important à jouer pour donner une voix aux gens que l'on n'entend normalement pas. Donnons-leur la chance de raconter leur histoire à leur façon. Je crois que c'est là notre rôle le plus important : donner une voix aux peuples sâmis. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

Ce processus doit toutefois entraîner des changements pour que les erreurs du passé ne se répètent pas. Devant tous les défis à l'horizon, les médias publics doivent se transformer pour devenir de véritables partenaires des peuples autochtones de manière à leur donner un pouvoir véritable de parole.



## Travailler avec les médias autochtones

Dans la relation qu'entretient un média public national avec les peuples autochtones, la ligne est mince entre soutenir et prendre le contrôle. Dans bon nombre de pays, il existe déjà des médias autochtones créés par et pour des Autochtones. Souvent, il s'agissait de combler un vide historique laissé par les médias nationaux. Aujourd'hui, comme les diffuseurs publics cherchent à consolider leurs services autochtones, il existe un risque de dédoublement des services ou, au pire, de cannibalisation des petits médias autochtones par les médias nationaux de plus grande taille.

« Les diffuseurs publics ont des moyens et des ressources que nous, les médias autochtones des quatre coins du globe, n'avons tout simplement pas. Ils pourraient vraiment nous soutenir dans ce que nous entreprenons et faire confiance au processus. »

**Monika Ille**

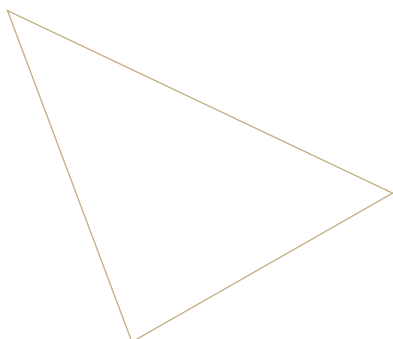
*APTN*

« Traditionnellement, les relations entre l'ABC et les médias des Premières Nations étaient tendues. Dans le passé, ces tensions étaient dues, je crois, à l'absence de membres des Premières Nations dans les rôles que nous occupons au sein de l'organisation. Je pense qu'il y avait beaucoup de situations où "c'est un peu une porte tournante, un Blanc arrive, coche une case, part et ne revient plus jamais". Aujourd'hui, la direction reconnaît la valeur des médias des Premières Nations et comprend ce qu'ils essaient d'accomplir. Et nous savons quelles ressources de l'organisation utiliser pour soutenir ce travail. C'est à nous de bien mettre en relation ces deux éléments afin de servir le plus efficacement possible les communautés des Premières Nations. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

Les participants nous ont toutefois mis en garde contre la tentation de laisser les médias autochtones se débrouiller seuls. Même s'ils évoluent dans des sphères différentes, leur existence ne dispense en rien les médias publics nationaux de leur responsabilité et de leur obligation à servir correctement les communautés autochtones. Toutefois, vu les ressources limitées et le nombre restreint de créateurs et d'employés autochtones à bord, la collaboration est vue comme la solution pour réaliser cet objectif.



« Ce que nous essayons de faire en fait, c'est de nous consulter mutuellement. Il faut toutefois respecter nos mandats respectifs et reconnaître que nous ne pouvons pas tout faire ensemble, sinon pourquoi APTN existerait-il? Je pense qu'il est correct pour eux comme pour nous que nous fassions chacun des choses de notre côté, tout en demeurant attentifs et en se consultant pour ne pas faire double emploi. »

**Monika Ille**

*APTN*

« Nous devons travailler en partenariat et être en phase les uns avec les autres. Par exemple, le lancement par APTN d'une chaîne autochtone, c'est un bel exemple de partenariat parce que nous n'avons pas à trouver toutes les solutions, nous sommes là seulement en soutien. Je crois qu'il est impossible d'être la solution pour tout le monde. Je pense que cela passe par le partenariat et par un cadre de travail adapté. Nous pouvons commencer par avoir ces conversations, puis soutenir les initiatives mises en route. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*

« Les ressources sont tellement minces. [Étant donné] le nombre de membres des Premières Nations qui restent dans l'industrie, ça ne sert à rien de livrer une concurrence féroce. Je veux dire que nous nous connaissons très bien. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

Les grands diffuseurs doivent aussi être conscients du déséquilibre qu'il y a souvent dans la taille et les ressources de chacun, ce qui peut créer un partenariat inégal.

« Certains de nos journalistes pensent que nous devrions porter cette histoire [le scandale de la "spirale", une campagne de stérilisation forcée menée au XX<sup>e</sup> siècle par les autorités danoises]. Mais le diffuseur danois nous devance toujours. C'est difficile. Ça devrait être l'inverse. Mais c'est surtout dû au fait que [nous sommes] si peu nombreux au sein de l'organisation. »

**Annga Lyngge**

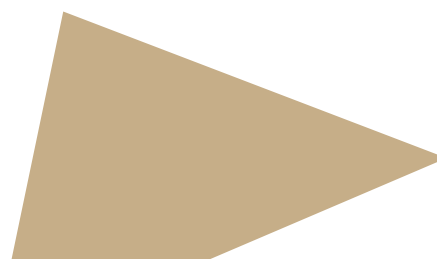
*KNR*

Il faut aussi reconnaître que les diffuseurs publics autochtones peuvent revendiquer la souveraineté de leurs récits, ce que ne peuvent pas faire les diffuseurs publics nationaux (voir étude de cas n° 2).

« [Les médias nationaux] servent cet auditoire, mais pas comme nous, parce que nous, nous décidons des sujets et de la façon dont nous les traitons : par nous et dans [nos] propres médias. Le fait de contrôler notre récit, c'est ça la souveraineté autochtone. C'est ce qui fait la différence. C'est ce qu'un diffuseur public qui n'est pas autochtone ne peut pas faire. »

**Monika Ille**

*APTN*



## Étude de cas N°2

# Souveraineté à l'égard des histoires et des données autochtones

À qui appartiennent les histoires? La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (voir l'étude de cas no 3) énonce clairement que pour ce qui est des histoires, elles devraient appartenir aux peuples autochtones. Voici ce que dit l'article 31 à ce sujet :

« [Les peuples autochtones] ont le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur patrimoine culturel, leur savoir traditionnel et leurs expressions culturelles<sup>19</sup>. »

Dans de nombreux pays, ce principe n'est pas respecté. Il est courant de voir des motifs autochtones sur des linges à vaisselle kitsch; de voir des chansons, des chants ou des complaintes utilisés ou repris sans permission; ou même, des entreprises obtenir un droit d'auteur sur des expressions ou des images autochtones. Un rapport publié en Australie en 2022 mentionnait que « jusqu'à 75% des produits de consommation d'allégeance autochtone sur le marché ne sont pas des créations autochtones » et que plus de 50 % de tous les produits des ventes reviennent à des producteurs non autochtones<sup>20</sup>.

Cela s'étend également aux histoires et aux documents d'archives, ce qui a une résonance particulière pour les diffuseurs. En effet, la notion de souveraineté, selon l'interprétation qu'en donne la DNUDPA, s'accommode mal des lois sur le droit d'auteur et la propriété intellectuelle. Si un diffuseur enregistre un récit autochtone sur son équipement pour le diffuser dans ses émissions, le résultat lui appartient. Toutefois, dans bon nombre de cultures, la « propriété » finale de ce récit et de l'enregistrement qui en est fait n'appartient pas au diffuseur, mais à la personne, à la famille ou au peuple autochtone dont il provient. Cette dichotomie est de plus en plus au cœur d'un mouvement de fond militant pour la souveraineté des histoires et des données autochtones .

Dans les années 1980 et 1990, les craintes suscitées par l'exploitation, la violation et l'utilisation à mauvais escient de la propriété intellectuelle autochtone ont donné lieu à

plusieurs déclarations par des organismes internationaux . À ce jour encore, le droit international de la propriété intellectuelle ne protège pas suffisamment les savoirs et les histoires autochtones.

Les choses évoluent toutefois. En mai 2024, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a approuvé un nouveau traité qui stipule que « pour des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, la demande d'accès au droit de propriété intellectuelle doit indiquer les peuples autochtones ou les communautés locales détenant ces connaissances<sup>23</sup>». Le concept de souveraineté sur les contenus, appelé aussi souveraineté narrative, vise à ce que les auteurs et les propriétaires des récits et des histoires autochtones soient des Autochtones.

« Pouvoir raconter ses propres histoires, définir le monde selon sa propre perspective, c'est ce qu'on appelle la souveraineté narrative. Cela signifie que vous avez la capacité d'exprimer des idées importantes à vos yeux. À partir du moment où les peuples autochtones disposent de la souveraineté narrative, les mythes et les stéréotypes tombent et nous sommes alors libres de nous représenter nous-mêmes. »

### Ossie Michelin

*journaliste inuk de North West River, au Labrador<sup>24</sup>.*

Il s'agit d'un débat difficile, mais on cherche un terrain d'entente. En Aotearoa (Nouvelle-Zélande), la position décrite par Copyright NZ est la suivante : « Qui a le mana [l'autorité] de raconter l'histoire ? » Même si certaines œuvres d'art, connaissances ou histoires ne sont pas protégées par le droit d'auteur, chacun doit se poser des questions lorsqu'il est question de productions autochtones : qui a l'autorité, la responsabilité ou la permission de raconter ces histoires<sup>25</sup>.

<sup>19</sup> Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Nations Unies, 13 septembre 2007.

<https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-%20the-rights-of-indigenous-peoples.html>

<sup>20</sup> « Aboriginal and Torres Strait Islander visual arts and crafts », Australian Government Productivity Commission, 13 décembre 2022, [pc.gov.au/inquiries/completed/indigenous-arts/report](https://pc.gov.au/inquiries/completed/indigenous-arts/report)

Le partage des technologies, des ressources et des contenus est l'un des principaux moyens de favoriser les partenariats avec les médias autochtones. En Nouvelle-Zélande, RNZ a affirmé qu'elle envisageait d'utiliser du contenu de radio iwi, en contrepartie de quoi la chaîne fournirait ses actualités nationales à la radio iwi et à Whakaata Māori. En Australie, il y a des exemples de partenariats pour des commandes et du partage de contenu avec NITV et d'autres médias des Premières Nations. Il existe d'autres exemples dans le monde, dont un protocole d'entente conclu entre CBC/Radio-Canada et APTN, ainsi que d'autres médias autochtones, qui a donné lieu à toute une série de contenus commandés en commun.

« Sans entente écrite, vous n'avez pas de comptes à rendre. Par contre, avec un document officiel, vous savez qu'on en parlera, que ce sera enregistré, et que chaque année, lors de vos rencontres, vous créez une infrastructure plus solide pour vous compléter l'un l'autre. Il y a deux diffuseurs qui investissent dans un projet. Seule, APTN ne pourrait pas produire de grandes séries dramatiques : nous n'avons pas les moyens de le faire. Mais en collaborant avec CBC/Radio-Canada, qui possède beaucoup plus de ressources financières, nous pouvons aller plus loin. »

**Monika Ille**

APTN

« On est en train de mettre en place un groupe de travail regroupant des médias d'information maoris en Aotearoa. C'est un projet qui retient notre attention, il s'agit de créer un portail commun à l'intérieur duquel nous pourrions partager nos contenus et les mettre sur nos différentes plateformes. Il serait donc bon de réfléchir ensemble à la façon de partager l'information autochtone. »

**Shannon Haunui-Thompson**

RNZ

« Nous entretenons une relation très étroite avec First Nations Media Australia, un organisme qui en quelque sorte représente tous les médias des Premières Nations du pays. Nous avons mis en place un certain nombre de partenariats et d'initiatives avec cet organisme. Et NITV. Nous avons des exemples de projets de commande en commun. L'animation pour enfants est également un domaine franchement important pour NITV. La société a donc pu commander des séries d'animation pour enfants avec de la Télévision jeunesse de l'ABC. Les NAIDOC Awards, nous les avons pour ainsi dire donnés à NITV, parce que nous savons à quel point c'était important pour leur auditoire et que nous ne les voyons pas comme des concurrents pour cet auditoire. »

**Kelrick Martin**

ABC

<sup>21</sup> « How to protect Indigenous Knowledge and creative IP from exploitation », University of Melbourne, 2 octobre 2023, [study.unimelb.edu.au/study-with-us/professional-development/blog/how-to-protect-indigenous-knowledge-and-creative-ip-from-exploitation#:~:text=A%20lack%20of%20legal%20protections,and%20producers%20of%20that%20knowledge](https://study.unimelb.edu.au/study-with-us/professional-development/blog/how-to-protect-indigenous-knowledge-and-creative-ip-from-exploitation#:~:text=A%20lack%20of%20legal%20protections,and%20producers%20of%20that%20knowledge)

<sup>22</sup> Fiche d'information n°12 : L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et les peuples autochtones, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, original anglais consulté le 13 septembre 2024, [ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/GuidelPleaflet12en.pdf](https://ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/GuidelPleaflet12en.pdf)

<sup>23</sup> « Nations agree landmark treaty on traditional knowledge, protecting Indigenous Peoples' rights », UN News, 24 mai 2024, [news.un.org/en/story/2024/05/1150231](https://news.un.org/en/story/2024/05/1150231)

<sup>24</sup> Michelin, Ossie, « Why it's important for Indigenous people to tell our own stories », CBC First Person, 3 juin 2021, [cbc.ca/news/canada/montreal/first-person-indigenous-history-stories-narrative-sovereignty-1.6050453](https://cbc.ca/news/canada/montreal/first-person-indigenous-history-stories-narrative-sovereignty-1.6050453)

<sup>25</sup> « Whose story is it? Consider story sovereignty », Copyright NZ, 6 juillet 2022, [copyright.co.nz/about/news-and-blog/whose-story-is-it-consider-story-sovereignty](https://copyright.co.nz/about/news-and-blog/whose-story-is-it-consider-story-sovereignty)

« Je pense que la collaboration est vraiment primordiale. L'accès aux ressources et à la technologie est particulièrement complexe de nos jours, mais il faut les meilleures ressources pour rester dans la course. Nous devons donc collaborer de manière intelligente pour conserver notre authenticité, notre indépendance et notre identité autochtone. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

La facilité avec laquelle la collaboration peut s'installer dépend parfois des structures en place dans le cas des médias publics. Aux États-Unis, la structure unique de NPR fait en sorte que le contenu autochtone est en majeure partie diffusé grâce aux relations avec les stations de radio publiques communautaires et autochtones, un modèle que les participants ont décrit comme étant à la fois une source de défis et d'occasions, NPR offrant toute une gamme de services aux médias autochtones.

« Nous voulons que les contenus et les reportages que nous présentons soient authentiques et pas nécessairement justes sur le plan anthropologique ou parachutés. Mais il s'agit de communautés très soudées, et ils se connaissent beaucoup mieux. À choisir où mettre ses ressources, ce n'est pas le genre de chose qu'on veut dupliquer à l'excès. »

**Edith Chapin**

*NPR*

« Même si ces stations ne sont pas toutes membres de NPR, elles acquièrent certaines de nos émissions sous licence et nous reconnaissons leur statut au sein de leur communauté dans notre modèle de tarification.

Cela signifie qu'elles paient des droits minimes pour obtenir nos émissions sous licence et que nous essayons de les soutenir en leur offrant les avantages réservés à nos membres. »

**Gemma Hooley**

*NPR*

NPR exploite également un système de radio public par satellite, qui offre des services à un certain nombre d'entités qui desservent des communautés autochtones. Malgré tout, le diffuseur public noue des partenariats avec des médias et des salles de nouvelles autochtones, dont un consortium appelé Mountain West Media, la Native Federation of Community Broadcasters, Native Public Media et la Koahnic Broadcast Corporation. Même si cela reflète essentiellement la structure des médias publics aux États-Unis, les personnes que nous avons consultées ont dit qu'il s'agissait aussi de reconnaître l'expertise sur le terrain et les relations qui existaient déjà plutôt que de tenter de les reproduire. Ce qui n'empêche toutefois pas NPR de s'intéresser de près à ces relations.

« Je me demande souvent s'il y aurait moyen d'être plus pertinent, plus connecté, d'offrir une proposition de valeur plus solide aux stations. Généralement, nous offrons le même genre d'avantages à nos stations membres indépendamment de leurs capacités. Nous offrons donc les mêmes avantages à la New York Public Radio que nous offrons à KSUT, qui dessert les territoires de la tribu Ute à Four Corners... Ainsi, parce que nous avons pendant si longtemps dominé le marché des médias publics, je pense que nous avons fait l'erreur de croire que nous devons satisfaire les moindres besoins de tous les publics. Ce n'est pas le cas. »

**Gemma Hooley**

*NPR*

## Collaboration internationale

La collaboration entre diffuseurs publics fait souvent l'objet de discussions tout comme d'ailleurs la collaboration avec les Autochtones. Mais concrètement, la collaboration est souvent difficile à mettre en place, surtout lorsque les services du diffuseur peinent déjà à s'acquitter des tâches courantes qui leur incombent. Malgré tout, il y a eu de remarquables exemples de collaboration sur le plan du contenu, notamment la création d'un service de nouvelles partagées entre les services en langue sámi des diffuseurs publics scandinaves, ou la production de la série internationale de balados, *Stuff the British Stole*, issue de la collaboration entre l'ABC et CBC/Radio-Canada

« Nous, du peuple sámi, sommes séparés les uns des autres par les frontières de la Norvège, de la Finlande, de la Suède et de la Russie. Nous en sommes donc venus à collaborer étroitement avec Yle [le diffuseur public finlandais], la SVT [la télévision suédoise], et la Sveriges Radio [la radio suédoise] dans l'espoir d'unir notre peuple et de lui donner des outils pour maintenir une identité commune. Je ne néglige aucun effort pour préserver cette identité. Toutefois, il va de soi que les personnes de l'auditoire subissent les influences du pays où ils vivent. [...] Nous mettons beaucoup d'efforts dans la réalisation de productions conjointes. Nous offrons des bulletins quotidiens de nouvelles transfrontalières, un téléjournal quotidien ainsi qu'un radiojournal conjoint, et ainsi de suite. »

**Johan Ailo Kalstad**  
NRK Sápmi

L'exemple sámi (celui d'un peuple partageant une identité commune, mais divisé par des frontières nationales arbitraires qui créent des distinctions entre les différents groupes nationaux) découle d'un ensemble unique de circonstances selon les représentants des différents pays avec qui nous nous sommes entretenus. Les peuples autochtones sont très diversifiés, mais partagent tous le traumatisme de la colonisation, une expérience unificatrice. Malgré tout, les peuples autochtones de par le monde nourrissent un intérêt véritable pour les événements qui se produisent sur le territoire des autres peuples autochtones, ce qui est porteur d'excellentes possibilités de collaboration.

« Notre public s'intéresse aux nouvelles autochtones d'autres régions du monde et j'aimerais beaucoup que nous soyons en mesure d'accroître notre collaboration actuelle qui consiste à consulter mutuellement nos sites web respectifs, à reprendre certains articles qui s'y trouvent en mentionnant le nom des auteurs, et ainsi de suite. Si nous pouvions à un certain moment constater que nous menons les mêmes luttes, vivons les mêmes développements, etc., nous pourrions collaborer pour démontrer qu'il existe des liens qui vont au-delà de la simple reprise de nos reportages respectifs. »

**Thomas Sarri**  
Sveriges Radio

« Nous avons conclu de nombreux contrats avec la BBC et avec Reuters et d'autres et nous diffusons beaucoup leurs nouvelles internationales. Pourrions-nous mettre sur pied une version autochtone de ce genre de collaboration ? Je ne sais pas. Existe-t-il un moyen pour nous de diffuser des nouvelles sur les peuples autochtones en nous alimentant à un fil de presse autochtone ? Peut-être est-ce une piste à étudier. »

**Shannon Haunui-Thompson**  
RNZ

Le plus souvent, le principal obstacle à la collaboration est institutionnel. Chaque organisation a ses propres politiques, ses processus éditoriaux, sa technologie de production ainsi que d'autres exigences.

« Assez étrangement, il y a quelques années, nous avons discuté de manière très détaillée de la possibilité de réaliser des projets conjointement. Nous avons organisé trois réunions très importantes, sans pour autant nous entendre sur un seul sujet. Fait encore plus troublant, même si toutes les parties présentes souhaitaient vraiment collaborer, aucune ne s'est engagée à publier ou diffuser ce qui résulterait de cette collaboration. Alors, tout le monde s'est dit : "Eh bien, puisque nous sommes intéressés, réalisons simplement le projet nous-mêmes". Nous pourrions ainsi nous épargner les interminables réunions de coordination si l'on sait à l'avance que le contenu de NPR ne sera pas diffusé ailleurs ou que la BBC ne souhaite pas diffuser le contenu de CBC. Voilà où se situe le casse-tête. »

**Edith Chapin**

*NPR*

« Peut-être en arriverons-nous là finalement, mais nous n'y sommes pas encore. Je pense que ce qui est important, [c'est] ce que nous faisons pour nous appuyer, pour nous entraider et pour [partager] des trucs et des astuces : Comment faites-vous avec ce genre de problème ? Que pensez-vous de cette situation ? »

**Monika Ille**

*APTN*

Sur le plan du contenu autochtone, la collaboration internationale entre les services pourrait être difficile, car certains services disposent de ressources plus imposantes, d'autres occupent une position plus avantageuse dans la hiérarchie de l'entreprise, et certains ont un mode d'exploitation différent ou ont plus d'autonomie que d'autres.

Toutefois, il existe des domaines de collaboration autres que le contenu. Les investissements dans les technologies permettant d'offrir des services en langue autochtone, voire les investissements dans les processus et les politiques garantissant la souveraineté des données et des histoires autochtones, en sont un exemple. Un autre domaine pourrait être la collaboration en matière de technologies de diffusion en continu et de plateformes web, et le partage du travail sur la manière de garantir la prééminence du contenu autochtone sur les plateformes des diffuseurs publics. Il existe également des possibilités de développement et d'éducation de peuple à peuple.

« En ce qui concerne l'IA, elle pourrait servir aux transferts d'une langue à l'autre. Pas seulement aux partenariats entre différentes stations taiwanaises, mais aussi aux partenariats avec des stations internationales pour procéder à ces transferts. Les échanges linguistiques sont vraiment cruciaux. »

**Alang Galavangang**

*TITV*

« J'ai séjourné au Danemark en mai dernier, [et] nous avons conclu un accord historique sur la manière d'unir nos efforts de formation des journalistes ou techniciens. Toutefois, les initiatives de ce genre sont très coûteuses. Nous nous sommes [aussi] associés à Nordvision, un organisme de coopération scandinave; nous pouvons donc aussi utiliser ce matériel. »

**Annga Lynge**

*KNR*

« Nous avons un projet d'IA dans le cadre duquel nous collaborons avec la SVT, la NRK et Yle en Finlande ainsi qu'avec des universités de chaque pays. L'université travaille actuellement sur la question des langues (les langues sâmis) et nous venons de terminer les démarches administratives pour lancer le projet. Nous partageons actuellement nos archives en sâmi du Nord avec les universités afin d'entraîner les outils d'IA [pour] leur faire apprendre cette langue. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

« Je pense qu'au sein même de notre propre bureau, si nous arrivions à établir un lien direct qui nous permettrait de savoir ce que font les autres pour revitaliser les langues, nous aurions alors un avantage énorme. Je pense aussi que le partage entre peuples, qui donne la possibilité de voir concrètement comment se passent les choses, est bien différent d'une simple discussion. Lorsque j'étais enfant, j'ai participé à une tournée de redécouverte dans le cadre de laquelle nous avons voyagé dans l'Ouest canadien avec six jeunes Autochtones d'un peu partout dans le monde. Nous avons eu des échanges culturels et communautaires. Ce fut une expérience incroyable, qui nous a permis de tisser des liens, de nous rapprocher les uns des autres. En fait, tous ceux qui ont voyagé à bord de cette camionnette sont [aujourd'hui] des leaders. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*



## Points de discussion

- Quelles mesures sont nécessaires pour qu'en matière de collaboration internationale, les paroles s'accompagnent de gestes concrets? Existe-t-il une démarche réalisable pour favoriser la collaboration internationale? Les communautés souhaitent-elles vraiment cette collaboration?
- Quel rôle les médias publics jouent-ils dans les initiatives de vérité et de réconciliation? Comment cette question peut-elle être abordée d'une manière sincère, réfléchie et constructive?
- Comment les relations avec les communautés devraient-elles être établies et maintenues? Pourquoi est-ce nécessaire?
- Quel est le meilleur moyen de soutenir les médias autochtones et de travailler avec eux tout en reconnaissant et en maintenant leur caractère distinct?
- Dans quelle mesure serait-il faisable de créer une agence de nouvelles autochtone ou un programme d'échanges? Quels sont les éléments nécessaires à la concrétisation d'une telle chose?

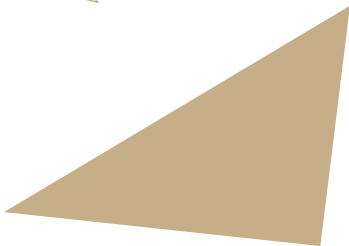
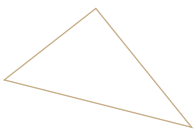
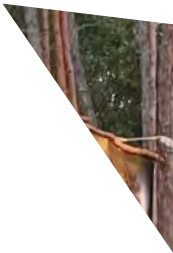




Photo : Émission en direct du festival Garma 2024 (fournie par l'ABC).

# Organisation

## Autonomie

Les diffuseurs publics représentés jouissent d'un niveau d'autonomie qui varie au sein de l'organisation à laquelle ils appartiennent. Certains ont des services autochtones indépendants possédant leurs propres dirigeants, leur propre budget et exerçant un contrôle éditorial. D'autres sont plus simplement constitués d'une équipe qui appartient à un service plus important et qui n'est pas représentée au sein de la direction.

« Nous sommes une division distincte de la NRK, et occupons dans l'organigramme une place du même niveau que celle de la division de l'information et des bureaux régionaux. Nous sommes donc représentés au sein de la haute direction où nous avons un siège. Nous n'avons pas notre propre conseil d'administration, mais je dirais que nous jouissons d'une autonomie assez importante. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Nous collaborons avec [les dirigeants], et ensemble, nous décidons de notre démarche et de ce que nous devrions réaliser au cours d'une année donnée. Cependant, la plus grande partie du contenu, des idées ainsi que des réflexions et des connaissances liées à ce que nous faisons viennent de notre propre service. C'est crucial pour nous. »

**Thomas Sarri**

*Sveriges Radio*

Certaines organisations comme RNZ ont un représentant maori au sein de l'équipe de direction, mais n'ont pas mis en place d'équipe sous sa responsabilité. Ce représentant doit donc s'assurer que les changements sont bien apportés et jouer son rôle de représentation dans l'ensemble de l'organisation.



« Nous pouvons compter sur une personne exceptionnelle au sein de l'équipe de production de balados, mais toutes ses idées doivent être approuvées par le [producteur délégué], qui ne connaît rien du monde où elle évolue. C'est comme s'il fallait toujours justifier nos idées auprès de personnes qui parfois, vous écoutent comme si vous parliez une langue étrangère totalement inconnue. Surtout dans la salle des nouvelles, où il y a tant d'échelons à gravir et où la hiérarchie est si lourde... Nous déployons beaucoup d'efforts pour nous assurer qu'un rédacteur de nouvelles maori soit présent pour travailler avec les autres rédacteurs qui ont un pouvoir décisionnel. Mais ce n'est pas si simple pour autant parce qu'ensuite, il faut convaincre les réalisateurs de l'émission que votre reportage vaut la peine d'être diffusé à une certaine heure plutôt qu'en toute fin d'émission, où il sera complètement ignoré. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Je pense que les restructurations sont assez courantes chez la plupart des diffuseurs publics. Quoi qu'il en soit, elles le sont assurément à l'ABC. Je dirais qu'en ce qui concerne la forme actuelle d'ABC Indigenous, nous avons été en mesure de préserver d'une certaine manière notre indépendance et de conserver la responsabilité de notre propre volet d'émissions, de maintenir nos choix éditoriaux et notre capacité de commander notre propre contenu. Nous sommes donc d'une certaine manière laissés à nous-mêmes depuis un certain temps, non pas dans le sens où nous sommes négligés, mais plutôt dans le sens où l'on nous laisse faire les choses à notre manière. »

**Kelrick Martin**

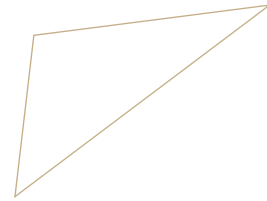
*ABC*

Le degré d'autonomie au sein de leur organisation des personnes avec qui nous nous sommes entretenus est variable et toutes n'étaient pas du même avis à savoir si ce degré d'autonomie était une bonne ou une mauvaise chose. Pour certains, l'autonomie offerte donne accès à un éventail de ressources et à d'autres infrastructures. Pour d'autres, cependant, cette autonomie est parfois restrictive, puisqu'elle oblige à constamment justifier son existence auprès d'une majorité qui ne voit parfois pas la valeur d'un service autochtone ou parce qu'elle limite le contrôle sur les budgets permettant de commander du contenu autochtone. Parfois, les deux cas d'espèce coexistent. Dans bon nombre de ces pays, il y a eu un mouvement important pour l'établissement de diffuseurs autochtones entièrement autonomes, comme Whakaata Māori en Nouvelle-Zélande ou APTN au Canada, deux succès qui résultent de luttes féroces.

« Anciennement, la réponse systématique à la simple mention d'un éventuel média autochtone était : "lorsque des ressources se libéreront". Cette réponse n'est plus acceptée parce qu'il existe au Canada une communauté médiatique autochtone en plein essor. Il était temps que nous prenions notre place et que nous nous assurions que les médias appartenant à des Autochtones soient reconnus au sein de l'industrie médiatique canadienne. Maintenant, dans le projet de loi C-11 [qui modifie la Loi sur la radiodiffusion du Canada], vous verrez que les médias appartenant à des Autochtones et les langues autochtones sont reconnus au même titre que les médias de langue française et anglaise dans le paysage médiatique. »

**Monika Ille**

*APTN*



# Développement, sécurité et rétention

Afin de mieux représenter et couvrir les communautés autochtones, les diffuseurs publics qui nourrissent cette ambition ont besoin d'Autochtones. Toutefois, il est plus difficile qu'il n'y paraît d'attirer et de conserver des talents autochtones, en partie en raison des difficultés actuelles dans l'industrie des médias, mais aussi parce que les institutions elles-mêmes n'ont jamais, dans une perspective historique, été considérées comme des « espaces sûrs » sur le plan culturel. Il arrive donc qu'il soit difficile pour un Autochtone de travailler pour un diffuseur public généraliste, un fait qui est largement reconnu par les leaders autochtones avec qui nous nous sommes entretenus.

Les diffuseurs ont donc mis en place un large éventail de programmes et d'initiatives non seulement pour attirer des employés, mais aussi pour créer un environnement où ceux-ci souhaiteront rester et pourront s'épanouir.

« Il est difficile de voir des collègues déployer tant d'efforts pour ensuite décider que la situation est devenue intenable. Comment arriver à convaincre des gens de franchir notre porte, à leur permettre de s'épanouir au sein d'une organisation qui évolue au même rythme qu'eux et qui n'hésite pas à se remettre en question? Le simple fait que nous ayons aujourd'hui cette conversation, celle qui consiste à parler de journalisme autochtone, témoigne des progrès qui ont été accomplis jusqu'à maintenant. Parce qu'il faut bien le reconnaître, personne n'avait ce genre de conversation il y a seulement 20 ans. Je peux vous l'affirmer formellement. »

**Michael Dick**  
*CBC/Radio-Canada*

« Nous avons besoin de personnes qui ont vécu elles-mêmes ce qu'est la vie d'un Sámi. Cette expérience de la vie des Sámis en Suède est cruciale pour un journaliste sámi. »

**Thomas Sarri**  
*Sveriges Radio*

« Je pense que les tensions, surtout celles vécues dans les salles de nouvelles, [découlent] d'une structure qui n'a pas été créée en ayant à l'esprit les Aborigènes et les insulaires du détroit de Torres. Et malgré tout, on nous catapulte à différents postes, dans un environnement qui, de manière générale, ne respecte pas vraiment notre réalité ni ne lui accorde une valeur particulière. Comment faire pour encourager et favoriser la diversité, pour lui accorder la valeur qu'elle mérite en n'excluant personne? »

**Dan Bouchier**  
*ABC*

Toutes les organisations des participants ont mis en place des programmes de formation de différente envergure sur la réalité des Premières Nations afin de permettre aux jeunes talents de vivre une expérience qui ne se limiterait pas aux unités autochtones, mais qui s'étendrait à l'ensemble des unités de leur organisation. À cette fin, les organisations essaient d'élargir leurs activités de recrutement au-delà des universités et autres établissements d'enseignement où la représentation autochtone est souvent faible.

« Nous avons lancé un programme de recrutement de talents sámis dans le cadre duquel nous retenons la candidature de cinq à sept jeunes Sámis chaque année, nous les formons puis nous les faisons travailler dans différents services au sein de la NRK. Pas seulement au sein de NRK Sápmi, mais aussi aux services des nouvelles, à la production d'émissions humoristiques et autres. Cette initiative est vraiment importante à deux égards. Premièrement, elle a permis à certains jeunes d'acquérir de nouvelles compétences. Mais aussi et surtout, elle a fait mieux connaître la culture sámi au sein de la NRK. On peut parler d'une certaine "sámification" de la NRK. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Dans le cadre du programme Pathways, nous invitons des personnes ne possédant aucune expérience en journalisme à se joindre à nous et nous essayons ensuite de créer pour elles des espaces sûrs où elles peuvent s'épanouir dans le cadre d'un stage rémunéré. Nous parlons ici d'un soutien exhaustif. Nous nous efforçons de détecter les éventuels obstacles auxquels ces personnes pourraient se heurter et auxquels la plupart des gens ne sont jamais confrontés. C'est donc là une des choses que nous faisons. Ensuite, il y a également le programme Développer l'expertise en leadership. [Il s'agit] d'un programme dans le cadre duquel nous identifions les leaders de demain, des leaders issus de la diversité, et dans le cadre duquel nous leur donnons la formation, le soutien et les ressources nécessaires pour les aider à accéder à des postes de leadership. Tous les ans depuis que ce programme existe, on y compte des représentants autochtones et l'objectif est d'assurer qu'il y en ait de plus en plus. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*

« Nous avons conclu un accord avec les écoles dont les étudiants travaillent au sein de nos différents services. Ils travaillent d'abord au service des nouvelles, et ensuite, ils peuvent obtenir un stage en télévision ou en radio. Voilà comment nous attirons des jeunes. Toutefois, nous acceptons aussi la responsabilité de nous en occuper afin de faciliter leur recrutement lorsqu'ils terminent leurs études. »

**Annga Lynge**

*KNR*

Toutefois, le simple fait d'organiser un programme de stages ou de formation ne suffit pas. Ce programme doit être plus holistique dans son ensemble qu'un simple exercice consistant à cocher les cases de la diversité. Un grand soin doit être apporté à l'accueil réservé à ces jeunes afin de s'assurer qu'ils se sentent appréciés et pris en charge pendant leur séjour au sein de l'organisation, ce qui peut être particulièrement complexe, mais demeure absolument indispensable pour les grandes organisations comptant de multiples bureaux régionaux et locaux.

« Nous avons des bureaux régionaux un peu partout dans le pays et ces bureaux participent aux initiatives consistant à embaucher des stagiaires issus des Premières Nations. Dans la majorité des cas, voire dans tous, il n'y a dans un immeuble ou un lieu de travail qu'un seul Autochtone ou Aborigène, ce qui crée d'énormes problèmes en ce qui concerne le soutien qu'on peut leur apporter sur le plan de l'appréciation et des espaces sûrs. Nous n'avions jamais véritablement réfléchi à ces problèmes avant que des personnes en parlent dans un contexte où elles se sentaient suffisamment en sécurité pour le faire, et la résolution de ces problèmes est devenue vraiment importante pour nous. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

« Il faut simplement faire le maximum pour ces personnes sur le plan de l'acquisition et de la rétention des talents. Je pense que nous en avons déjà parlé, mais vous savez, plus notre voix est forte, plus nous suscitons d'intérêt en tant qu'employeur et plus nos qualités mêmes d'employeur sont reconnues, ou encore, plus les personnes qui comprennent ce qu'est NPR et souhaitent y travailler sont nombreuses. Je pense que nous les accueillons vraiment très bien, mais il faut aussi nous assurer, pour ainsi dire, qu'elles savent ce que nous avons à offrir. »

### **Darryl Watson**

*NPR*

Tous nos participants reconnaissent qu'il reste beaucoup de travail à faire pour retenir les talents et faire de leur organisation un lieu où les Autochtones se sentent en sécurité, libres d'être eux-mêmes avec confiance et capables de mettre leur identité au service de leur travail. Le travail requis est en cours, à commencer par la tâche relativement simple de créer des lieux où les Autochtones peuvent tisser des liens entre eux, exprimer leurs préoccupations ou leurs griefs, et prendre connaissance du soutien mis à leur disposition. Parfois, l'aide peut venir de l'extérieur de l'organisation.

« Pour nous, il s'agit tout simplement de nous réunir un peu plus souvent, d'exprimer librement ce qu'on ressent en dedans lorsqu'on est en réunion et qu'une personne en position de pouvoir affirme que notre Traité est une perte de temps, et qu'à RNZ on entend trop de maori et ce genre de choses. Ces situations sont vraiment frustrantes et douloureuses pour bon nombre de nos employés. Il faut donc vraiment nous assurer que ces personnes blessées disposent d'un espace sûr pour exprimer leurs sentiments.

Nous entretenons aussi de très bonnes relations avec les journalistes maoris de l'extérieur de RNZ. Ils ont leurs propres groupes de conversation pour leur permettre d'évacuer un peu la pression. Parfois, un problème partagé est un problème à moitié réglé, n'est-ce pas? » "

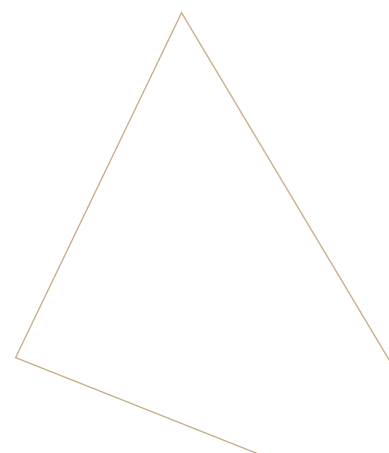
### **Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Nous avons au sein de notre organisation un réseau d'employés des Premières Nations. Ces employés sont vraiment importants parce que, personnellement, je me sens vraiment rassuré sur le poste que j'occupe et sur le travail que j'effectue parce qu'il y a d'autres membres des Premières Nations qui travaillent ailleurs au sein de l'organisation. On se sent moins seuls. On ne se sent plus comme la « personne désignée » On ne se sent plus comme le pion embauché pour jouer ce rôle, que nous sommes tous là pour accomplir le même travail. Nous tenons chaque année une conférence des employés autochtones à laquelle participent tous les employés autochtones du pays pendant quelques jours et où il est possible d'avoir des conversations très sincères en toute sécurité sur ce que signifie être un membre des Premières Nations au sein de notre organisation. Ces réunions ont permis de cerner des enjeux dont nous n'avions jamais été vraiment conscients. »

### **Kelrick Martin**

*ABC*



« Nous avons à l'interne plus de dix groupes ressources d'employés, dont le "groupe des Autochtones de NPR". Ce groupe ressource concerne uniquement les employés de NPR appartenant aux Premières Nations américaines et aux Autochtones des États-Unis. Il s'agit d'un groupe actif dont l'existence vise à s'assurer que NPR procure à l'interne une voix à ses employés autochtones et s'assure que l'organisation dans son ensemble fait tout ce qu'elle peut pour s'assurer que toutes les discussions autour de la culture reçoivent la couverture appropriée de la part de NPR. »

**Darryl Watson**

*NPR*

Toutefois, bien qu'importants, ces groupes ne peuvent tenir lieu des véritables changements structurels requis, parce que ce n'est que par une transformation que l'on arrivera à modifier les relations avec les communautés et obtenir ultimement une amélioration du contenu autochtone et de la couverture des communautés autochtones. Pour cela, il faut un plus grand nombre de voix dans tous les secteurs de l'organisation.

« Il y a actuellement un véritable déficit de présence autochtone dans les rôles de cadres supérieurs et de producteurs délégués, soit exactement ceux où nous avons besoin d'un leadership autochtone fort afin de faire progresser notre stratégie. C'est justement pour ce genre de postes qu'il y a actuellement une pénurie vitale de travailleurs un peu partout au pays, un problème qui est amplifié par le fait que les sociétés de recrutement de personnel viennent débaucher nos employés dès qu'ils gravissent les échelons et obtiennent des postes de direction au sein de CBC.

Ils sont alors embauchés par des organismes soit de leur propre nation et communauté, soit par d'autres organisations médiatiques ou de radiodiffusion qui ont les moyens de leur offrir une rémunération plus avantageuse. »

**Kris Clemens**

*CBC/Radio-Canada*

« Nous avons beaucoup parlé de ce problème entre nous et je pense aussi que s'il est bon d'avoir des représentants des Premières Nations à des postes de hauts dirigeants, il est encore plus important de parvenir à une masse critique de représentants à des postes de direction pour engendrer les retombées espérées. La raison en est qu'il est trop difficile pour une personne autochtone seule travaillant au sein d'un groupe de dirigeants presque exclusivement blancs de s'imposer à ce niveau. Il est vrai qu'il est excellent d'avoir une place à la table, mais il est aussi vrai qu'il est particulièrement difficile pour une personne seule de faire évoluer les mentalités et de changer les convictions à ce point. Toutefois, il serait souhaitable d'avoir au sein de l'organisation une masse critique de hauts dirigeants appartenant aux Premières Nations et capables d'unir leurs efforts pour communiquer leur vision du changement nécessaire. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

## Structure organisationnelle

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) (voir étude de cas 3) est le produit de plusieurs décennies d'activisme pour la défense des droits des Autochtones et de lutte par les peuples autochtones afin de faire reconnaître ces droits. Cette déclaration est une reconnaissance des droits qui ont été violés et elle offre un cadre pour des mesures de restauration, dont la principale est le droit à l'autodétermination.



Photo : Conférence de presse pour le dixième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en 2017. Mariam Wallet Aboubakrine (à gauche), présidente de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, s'adresse aux journalistes accompagnée du grand chef Wilton Littlechild (au centre), chef cri du Canada, et de Chandra Roy-Henriksen, cheffe du Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. (ONU/Manuel Elías).  
[dam.media.un.org/CS.aspx?VP3=DamView&VBID=2AM94S61277KK&SMLS=1&RW=1536&RH=695](https://dam.media.un.org/CS.aspx?VP3=DamView&VBID=2AM94S61277KK&SMLS=1&RW=1536&RH=695)

## Étude de cas N°3

# Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) a été adoptée en septembre 2007, avec le soutien de 143 pays<sup>26</sup>.

L'idée de la DNUDPA a été mise de l'avant par les personnes revendiquant le respect des droits des Autochtones dans les années 70, un effort qui a été suivi par une longue période de défense des droits à l'échelle internationale, notamment des appels lancés aux anciens colonisateurs, des campagnes lancées au sein de la défunte Société des Nations, et d'autres formes d'appels par les tribus, nations et communautés autochtones qui ont dû unir leurs maigres ressources avec très peu de soutien de la part des pays<sup>27</sup>. Dans certains cas, des participants autochtones ont étrangement « disparu » lorsqu'ils sont ensuite rentrés dans leur pays<sup>28</sup>.

En 1982, un nombre suffisant de pays membres des Nations Unies ont finalement accepté de rédiger une déclaration et un groupe de travail sur les peuples autochtones a alors été créé. La première version de cette déclaration a été approuvée en 1994<sup>29</sup>. À ce moment, des centaines de peuples autochtones de partout dans le monde se rendaient à l'ONU chaque année, pour y faire connaître leurs propres luttes contre la colonisation.

L'oppression et la colonisation ne définissent pas « l'autochtonité » mais elles constituent une expérience commune qui a uni les peuples dans leur détermination à obtenir une déclaration réaffirmant leur humanité. Malgré tout, la lutte pour cette reconnaissance n'a pas été simple. La rédaction de la déclaration a été un exercice difficile et frustrant, qui a pris plus de dix ans. Certains États s'inquiétaient de l'affirmation du droit des peuples autochtones à l'autodétermination et au contrôle sur les ressources naturelles se trouvant sur leurs terres ancestrales. À titre d'exemple, mentionnons que les représentants de la Nouvelle-Zélande ont souvent mentionné le Traité de Waitangi comme la source du partenariat avec les Maoris et des droits de ce peuple, sans jamais reconnaître que les administrations qui se sont succédé au pouvoir

avaient amoindri le statut du Traité, obligeant le peuple maori à chercher sa reconnaissance à l'échelle internationale. D'autres pays se sont efforcés d'affaiblir la déclaration, dans l'espoir d'y faire remplacer le mot « autodétermination » par le mot « autogestion »<sup>30</sup>.

La déclaration a néanmoins poursuivi sa lente évolution dans les différentes instances de l'ONU et a finalement été approuvée par le Conseil des droits de la personne en 2006, avant d'être soumise à l'approbation de l'Assemblée générale en 2007.

La DNUDPA est une déclaration non exécutoire qui établit un « cadre universel de normes minimales pour la survie, la dignité, le bien-être et les droits des peuples autochtones du monde entier<sup>31</sup> ». Il s'agit fondamentalement d'une affirmation de l'humanité et des droits préexistants que les peuples autochtones ont toujours possédés, notamment leur droit à l'autodétermination. Et ce droit est aussi pertinent dans l'univers médiatique :

## Article 16

1. Les peuples autochtones ont le droit d'établir leurs propres médias dans leur propre langue et d'accéder à toutes les formes de médias non autochtones sans discrimination aucune.
2. Les États prennent des mesures efficaces pour faire en sorte que les médias publics reflètent dûment la diversité culturelle autochtone. Les États, sans préjudice de l'obligation d'assurer pleinement la liberté d'expression, encouragent les médias privés à refléter de manière adéquate la diversité culturelle autochtone<sup>32</sup>.
3. En 2023, l'Instance permanente sur les questions autochtones de l'ONU a décrit la nécessité d'une étude exhaustive explorant dans chaque pays les politiques, les pratiques et les programmes de financement destinés aux peuples autochtones et aux médias. L'UNESCO est actuellement en voie d'entreprendre cette étude et ses résultats seront présentés à l'Instance permanente en 2025<sup>33</sup>.

<sup>26</sup> Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Nations Unies, 13 septembre 2007.

[un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-%20the-rights-of-indigenous-peoples.html](http://un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-%20the-rights-of-indigenous-peoples.html)

<sup>27</sup> Tauli-Corpus, Victoria, « 10 Years Since The Un Declaration On The Rights Of Indigenous Peoples », Amnesty International, 14 septembre 2017, [amnesty.org.au/10-years-since-undrip](http://amnesty.org.au/10-years-since-undrip)

La DNUDPA promet un avenir meilleur et il est attendu des pays membres qu'ils honorent cette promesse.

« CBC/Radio-Canada a été créée, si l'on se fie à son mandat, comme un projet colonial de création d'une nation, n'est-ce pas? Et elle a été bâtie en fonction des langues officielles coloniales et par conséquent, elle offre ses services en anglais et en français. »

### Kris Clemens

*CBC/Radio-Canada*

Pour concrétiser les aspirations de la DNUDPA, le travail à accomplir est colossal. Mais il faut voir cette mission comme un défi plutôt que comme une menace. L'article 16 de la DNUDPA est particulièrement pertinent en ce qui concerne les médias publics. Il existe une obligation de dûment refléter la diversité culturelle autochtone, d'assurer une liberté totale d'expression.

« L'article 16 de la DNUDPA est une des sources de mon inspiration au quotidien. Les peuples autochtones ont le droit de créer leurs propres médias dans leur propre langue. Ce droit est important pour moi parce que ça en dit beaucoup sur ce que nous sommes et sur ce que nous devons faire. La DNUDPA parle bel et bien des médias publics et elle précise que les États ont l'obligation de "refléter la diversité autochtone". Il y a une différence. Notre rôle est de faire en sorte que les Autochtones exercent un contrôle sur leurs médias afin que ces derniers expriment leur identité. Nous devons connaître l'importance de notre rôle et des choses que nous faisons que le diffuseur public ne peut pas faire et qu'il ne lui appartient pas de faire. »

### Monika Ille

*APTN*

Bien que la plupart des participants n'aient pas explicitement indiqué que la DNUDPA est le texte qui les inspire dans leur travail, bon nombre des principes sous-jacents à cette déclaration ont percolé dans la manière dont ils essaient de se réconcilier avec le passé et de changer le présent afin qu'il soit plus représentatif de la réalité des peuples autochtones.

Au début de 2024, CBC/Radio-Canada a lancé sa stratégie nationale autochtone ainsi que son plan sur l'information et les contenus autochtones, deux initiatives qui ont entraîné des changements à la structure de l'organisation. On a notamment ajouté à l'organigramme de nouveaux postes de direction et un Bureau autochtone national a été créé.



<sup>28</sup> Jackson, Moana, « A challenge not a threat », E-tangata, 1<sup>er</sup> août 2021, [e-tangata.co.nz/comment-and-analysis/a-challenge-not-a-threat](https://e-tangata.co.nz/comment-and-analysis/a-challenge-not-a-threat)

<sup>29</sup> Nations Unies, « Historical Overview: Indigenous Peoples », [social.desa.un.org/issues/indigenous-peoples/historical-overview](https://social.desa.un.org/issues/indigenous-peoples/historical-overview)

<sup>30</sup> Forester, Brett, « Canada led efforts to weaken original UN Indigenous rights declaration », CBC News, 15 janvier 2024, [cbc.ca/news/indigenous/canada-australia-un-indigenous-rights-declaration-1.7080734](https://www.cbc.ca/news/indigenous/canada-australia-un-indigenous-rights-declaration-1.7080734)

<sup>31</sup> Nations Unies, Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones, [un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP\\_E\\_web.pdf](https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_E_web.pdf)

<sup>32</sup> Ibid

<sup>33</sup> « L'UNESCO invite les médias autochtones à participer à une enquête globale », UNESCO, 24 juillet 2024, [unesco.org/en/articles/unesco-invites-indigenous-led-media-participate-global-survey?hub=71469](https://www.unesco.org/en/articles/unesco-invites-indigenous-led-media-participate-global-survey?hub=71469)

Photo (à gauche) : Troisième séance de l'Instance permanente sur les questions autochtones en 2004. (ONU/Eskinder Debebe). [dam.media.un.org/S.?VP3=DamView&VBID=2AM94S6I277KK&SMLS=1&RW=1536&RH=695#/DamView&VBID=2AM94S6I274P2&PN=1&WS=SearchResults](https://dam.media.un.org/S.?VP3=DamView&VBID=2AM94S6I277KK&SMLS=1&RW=1536&RH=695#/DamView&VBID=2AM94S6I274P2&PN=1&WS=SearchResults)

« Cette stratégie va nous guider pour nous permettre fondamentalement de tout changer. C'est en fait la première véritable tentative d'étudier – de manière globale – les peuples autochtones, leurs histoires, leur infrastructure, leurs apprentissages et tout ce que cela englobe et que nous appelons "les documents fondateurs", des choses qui nous ont été dites pendant des décennies par des personnes extérieures à CBC/Radio-Canada. C'est à partir de ça que nous pouvons commencer à semer les graines du changement et que nous pourrons, avec le temps, transformer notre organisation pour toujours. Mais ça ne se fera pas du jour au lendemain. [Toutefois] ce processus nous a permis pour la première fois de nous asseoir et d'établir de véritables points de comparaison et différentes cibles qui nous permettront, tout en exécutant la stratégie, de nous aligner sur les demandes qui nous sont adressées depuis si longtemps. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*

« Cette stratégie, c'est une bonne chose pour [CBC/Radio-Canada], [mais] je pense qu'il y a encore du travail à faire. Ce n'est pas une simple tâche à exécuter pour pouvoir ensuite la cocher sur une liste et "passer à autre chose". Il y est question de réconciliation, et la réconciliation passe nécessairement par une collaboration dans le travail. »

**Monika Ille**

*APTN*

D'autres organisations se sont dotées de plans similaires pour en arriver à une meilleure représentation autochtone, mais ces plans ne sont pas toujours aussi exhaustifs ni porteurs de transformation dans l'ensemble de l'organisation. L'ABC collabore avec l'organisme Reconciliation Australia pour se doter de plans d'action pour la réconciliation tandis que RNZ travaille actuellement à l'élaboration de son plus récent plan « Rautaki Māori ». Si tous reconnaissent l'importance d'avoir un plan, les participants pensent aussi qu'il est indispensable d'avoir un engagement global de l'organisation dans la transformation, peu importe la résistance à laquelle on est susceptible de se heurter. Il s'agit d'un processus difficile, mais nécessaire.

« Lorsque nous nous sommes vraiment lancés dans cette aventure, [nos] auditoires ont réagi plutôt négativement. Le ressac a été tel que certains de nos hauts dirigeants [ont] un peu paniqué, notamment à propos de l'utilisation accrue du te reo Māori en ondes et ont donc demandé aux présentateurs de revenir un peu en arrière. Je pense que ce geste de panique n'avait pas sa place et que nous aurions tous dû prendre une grande respiration. Tout allait bien et la preuve en est que tout cela est maintenant considéré comme normal. Nous ne recevons plus autant de messages textes ou commentaires à ce propos. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Dans les dernières années, je pense que le soutien que nous recevons s'est renforcé. Il y a deux ans, la NRK a mis en œuvre une stratégie à long terme qui place la langue et la culture sápmis parmi les trois grandes priorités de la NRK, ce qui a vraiment changé la donne. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*



« Je pense que nous avons l'occasion de mettre en place notre programme et d'établir nos propres règles et nos propres manières de travailler, celles que nous privilégions. Idéalement, nous souhaiterions que le processus soit formel plutôt qu'informel. Je pense qu'en l'absence d'une stratégie ou d'un processus clair, il y a le risque que des problèmes émergent, que la gestion de ce genre de contenu soit un peu brouillonne et que par conséquent, le travail ne se fasse pas de la manière dont il aurait dû être fait. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

Pour que des stratégies de cette nature portent fruit, elles doivent imprégner l'ensemble de l'organisation. Toutes les équipes doivent la connaître et des mécanismes de reddition de comptes doivent être mis en place. Chaque service doit avoir des objectifs sur lesquels se concentrer afin qu'au bout du compte, la stratégie en vienne à être inscrite dans l'ADN même de l'organisation.

« [Donc] nos réalités se reflètent dans l'ensemble de l'organisation. Notre stratégie n'est pas simplement réfléchie, elle est dans les faits intégrée à nos activités. Nos points de référence, nos cibles, font partie de notre quotidien, ils sont inscrits dans le code génétique de l'organisation. Sans oublier l'aspect financier, car soyons honnêtes, sur le plan organisationnel, le financement est un élément essentiel [de] ces initiatives. »

**Robert Doane**

*CBC/Radio-Canada*

Pour qu'un plan de cette nature dispose de toutes les ressources requises, il faut que les personnes qui en sont à l'origine soient reconnues. Il s'agit des représentants autochtones qui joueront un rôle crucial pour forcer l'organisation à rendre des comptes, et à qui il incombera de porter la responsabilité que leur peuple est bien représenté. Il faut aussi que la contribution des peuples autochtones aux activités d'un diffuseur public national soit reconnue.

« À commencer par le conseil d'administration et en descendant la pyramide hiérarchique, la priorité est de nommer des personnes autochtones à des postes de direction ou à tout autre poste au sein de l'organisation. L'importance véritable de l'identité culturelle doit être élevée au rang de priorité et le soutien de cette identité culturelle au niveau individuel est un élément important de la culture organisationnelle de TITV. Il importe donc de donner aux intéressés les ressources nécessaires pour y arriver. »

**Alang Galavangang**

*TITV*

« Nous ne devons pas être une préoccupation de deuxième ordre. Nous devons être partie prenante au processus dès le départ. Voilà pourquoi il est si important pour nous d'être présents, même à l'intérieur d'un système qui n'a rien d'autochtone; nous n'avons pas d'autre choix. Nous devons être présents, mais une fois que cette présence est assurée, la manière dont vous intervenez vous appartient. »

**Monica Illes**

*APTN*

« Concrètement, ça revient à officialiser ce qui n'est pas officiel, et à accorder de la valeur à des choses auxquelles nous n'en avons jamais véritablement accordé auparavant. Bien des gens se font poser des questions du genre : "Comment prononcez-vous ce mot?" ou "Je souhaite me rendre au sein de cette communauté. Vous qui êtes aborigène, pouvez-vous me dire à qui je devrais parler." On vous a sûrement déjà posé ce genre de questions même si vous ne participez pas à la création de contenu. Ce genre de choses était très fréquente dans le passé : on pensait que c'était normal de nous poser ces questions simplement parce que nous étions des employés membres des Premières Nations. Je pense que cette initiative récente a joué un rôle essentiel en créant au sein de l'organisation des postes de conseiller culturel dûment financés et pourvus, et dont les titulaires peuvent répondre à toutes ces questions, et aider les équipes de création de contenu à appliquer les stratégies et les démarches établies. Ces conseillers sont payés pour faire ce travail. La valeur accordée à ces connaissances est très importante. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

Toutefois, au bout du compte, ces plans doivent jouir de l'appui de l'ensemble de l'organisation. S'il est vrai que les employés et les leaders autochtones ont un rôle important à jouer dans le succès ou l'échec de la réconciliation, ils n'en assument pas la responsabilité exclusive.

« Nous avons lancé dans l'ensemble de la NRK un programme d'acquisition de compétences que tous les employés doivent suivre pour enrichir leurs connaissances sur la culture sámi. Beaucoup d'entre eux sont très curieux à l'égard de la langue et de la culture sámi, et beaucoup d'autres ont un peu honte de leurs piètres connaissances. À mon avis, les défis auxquels est confrontée la société sámi sont beaucoup trop importants pour que la responsabilité retombe exclusivement sur NRK Sápmi. Je suis convaincue que pour agir, il nous faut rien de moins que la puissance d'une organisation aussi importante que la NRK. »

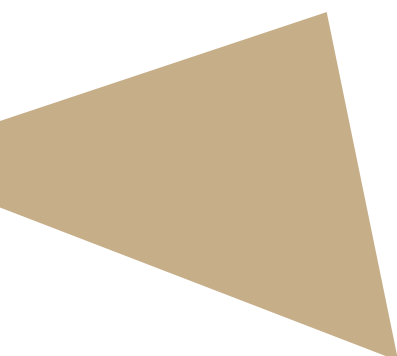
**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Notre organisation compte 150 employés autochtones sur un effectif total de 8 000 personnes. Il est impossible que ces 150 personnes arrivent à elles seules à mettre en œuvre la stratégie et à mettre en place les changements requis. Nous avons besoin de la collaboration des 7 500 autres personnes. Celles-ci doivent nous accompagner. Il faut en effet donner l'impulsion nécessaire à un virage de grande ampleur pour faire progresser l'idée de la représentation autochtone, pour faire en sorte qu'elle cesse d'être simplement un « objectif souhaitable » pour devenir une obligation s'appuyant sur des droits, associée à une proposition d'affaires si nous souhaitons que le diffuseur public national du Canada ait un avenir. »

**Kris Clemens**

*CBC/Radio-Canada*



« C'est toujours très stressant pour bon nombre de nos employés d'avoir soudainement à prononcer correctement des mots qu'ils se sont toujours contentés de prononcer approximativement. Voilà pourquoi il faut leur donner la formation qui leur permettra de le faire, et de se sentir à l'aise de le faire. Il faut qu'ils aient accès à des personnes comme moi pour les aider dans cet aspect des choses. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*



## Points de discussion

- Qu'est-ce qui est nécessaire pour nous assurer que nos programmes et services grand public, qui ne s'adressent pas particulièrement aux Autochtones, reflètent mieux les points de vue et les réalités des Autochtones?
- Comment les employés et les groupes autochtones au sein de l'organisation peuvent-ils jouir d'une autonomie plus grande, voire totale?
- Quels sont les éléments nécessaires à la création d'une masse critique de dirigeants et de représentants autochtones au sein d'une organisation?
- Comment peut-on attirer et conserver des employés autochtones? Pourquoi les médias publics éprouvent-ils de la difficulté à pourvoir les postes vacants s'intéressant aux questions autochtones?





Photo (à gauche) : Consultation auprès des communautés pour l'élaboration de la stratégie nationale autochtone (fournie par CBC/Radio-Canada).

Photo (à droite) fournie par CBC/Radio-Canada

# Portée, accessibilité et plateformes évolutives

## Nouvelles plateformes

Étant donné la demande croissante de contenu autochtone, les unités se trouvent à devoir servir des auditoires de plus en plus diversifiés, notamment ceux vivant dans des régions éloignées et ceux plus urbains; ceux qui s'expriment dans leur propre langue et ceux qui travaillent encore à la maîtriser, ainsi que ceux qui préfèrent les formats linéaires et ceux qui sont friands des plateformes tierces de contenu sur demande ou autres. Le nombre d'auditoires à desservir entraîne une sollicitation croissante des minces ressources mises à la disposition des services autochtones.

« Les ressources de nombreuses stations [autochtones] sont plutôt limitées et ces stations dépendent donc du soutien de bailleurs de fonds extérieurs ainsi que des fonds publics [qui leur sont alloués par l'entremise du diffuseur public]. De plus, bon nombre des communautés que ces stations servent n'ont probablement pas accès à la largeur de bande requise ou encore à une largeur de bande fiable. Il est même possible qu'elles n'aient pas un accès fiable au signal d'un réseau cellulaire. Il s'ensuit que nous sommes peut-être plus limités sur le plan des ressources dont nous disposons pour adopter bon nombre des nouveaux médias et des nouvelles méthodes que nous développons pour rejoindre nos auditoires

surtout que, par ailleurs, l'infrastructure de diffusion nécessaire est très onéreuse. Pourtant, il est plutôt essentiel d'en arriver là parce que pour bon nombre de ces stations, surtout celles qui exercent leurs activités dans des régions comme l'Alaska, c'est parfois la seule manière d'entrer en contact avec les gens, particulièrement dans les situations d'urgence. Et ce pourrait aussi être la seule forme de média offert en langue autochtone. »

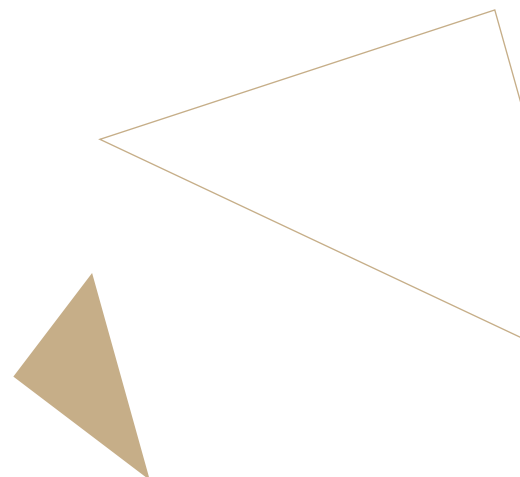
**Marta McLellan-Ross**

*NPR*

« Nous nous heurtons à des difficultés parce que nos auditoires [sont en déclin]. Pourtant, la radio demeure bien vivante. Ce que nous appelons notre programme jeunesse à la radio est l'un de nos plus grands succès [de cote d'écoute]. Cette émission quotidienne (d'une heure) confirme que les jeunes s'intéressent encore à la radio. »

**Annga Lyngge**

*KNR*



« Ce serait extraordinaire d'avoir une boule de cristal pour y lire l'avenir. Mais ce n'est pas le cas et nous n'avons pas non plus beaucoup d'argent à investir dans notre plateforme numérique. Comme notre argent vient de la télévision linéaire, nous devons investir dans le linéaire. Notre contenu trouve ensuite son chemin vers les plateformes numériques. Mais comment faire pour convaincre les gens à la recherche d'histoires canadiennes authentiques que c'est à cet endroit qu'ils vont toutes les trouver. Qu'elles y seront en permanence. Quand ce sera fait, nous devons nous assurer que tout le contenu autochtone se retrouve sur la plateforme. Mais la concurrence est très vive. »

**Monika Ille**

*APTN*

Si l'équilibre entre la diffusion linéaire et la conversion aux plateformes modernes est difficile à atteindre, rien n'empêche les médias publics de réinventer leurs services. Partout dans le monde, de nouvelles émissions sont conçues pour des plateformes de diffusion de vidéo en continu, des balados sont créés, du contenu interactif est développé afin de raconter aux Autochtones des histoires qui parlent d'eux dans leur propre langue, et des services web sont adaptés aux auditoires des régions éloignées qui n'ont souvent pas accès à une connexion Internet de bonne qualité.

« Nous engageons plus de ressources dans le contenu bilingue. Ensuite, sur notre page d'accueil, les articles sont traduits du sámi au norvégien ou vice versa et nous utilisons des sous-titres. Nous diffusons aussi une version vidéo de Hæwvi [un balado] qui est sous-titrée afin que les gens puissent lire le texte en même temps qu'ils écoutent le balado. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Lorsque nous nous sommes engagés auprès des membres de la communauté autochtone, j'ai été choquée d'apprendre qu'ils privilégient tous le numérique et la mobilité, malgré l'importante fracture numérique avec laquelle ils doivent composer dans un contexte de bande passante à haut débit déficiente... CBC a adapté vraiment efficacement le contenu aux plateformes numériques et à la bande passante à faible débit, aux plateformes adaptées aux appareils mobiles, que ce soit TikTok (notre unité autochtone vient tout juste de lancer une chaîne TikTok) [ou] les balados que les gens peuvent télécharger sur leur appareil et écouter en tout temps. Nous avons aussi lancé CBC Light, qui donne accès à des articles de nouvelles pour les personnes disposant seulement d'une bande passante à très faible débit. Il semble que les Autochtones sont de plus en plus nombreux à compter sur ce genre de services pour rester branchés sur CBC News, et obtenir de l'information et du contenu. »

**Kris Clemens**

*CBC/Radio-Canada*

« Nous avons lancé une entreprise de média numérique qui a pris de l'expansion sur un bon nombre de médias sociaux différents et sur de nouvelles plateformes média. Ainsi, TITV Plus est la chaîne en ligne de TITV. De plus, les chaînes de nouvelles ont leurs propres plateformes sur différents types de médias. Donc [nous] essayons vraiment d'étendre l'écosystème numérique et de faire en sorte que TITV atteigne un public plus large, et particulièrement, plus de jeunes. »

**Alang Galavangang**

*TITV*

Dans certains cas, la révolution numérique, qui a instillé des craintes chez une bonne partie des acteurs du paysage médiatique, a finalement plutôt libéré de leurs chaînes les services autochtones. Les unités autochtones se convertissent elles-mêmes de plus en plus au numérique, tissent des liens et partagent du contenu directement avec leurs communautés. Cette dynamique a beaucoup aidé ces services à se libérer de l'obligation dans laquelle elles étaient de « vendre » leur contenu autochtone à des producteurs d'émissions et des programmeurs qui pour la plupart n'étaient pas autochtones, ce qui contribuait souvent à une marginalisation de ce contenu.

« L'unité autochtone avait été conçue au départ comme un portail numérique. C'était un site web avant d'être quoi que ce soit d'autre. Et maintenant que cette unité autochtone a sa propre chaîne TikTok, elle peut intégrer du contenu vidéo. Il y a aussi du contenu audio. Elle propose également des fonctions interactives, des histoires sous forme de textes avec des vidéos intégrées, vous savez, pour pouvoir mettre en valeur certaines voix ou certains contenus. Cet essor est donc attribuable à une stratégie qui priorisait le numérique et qui a été exécutée à une fin commerciale totalement différente qui n'avait rien à voir avec notre stratégie autochtone, mais dont le caractère innovant répond, selon ce que nous entendons, aux besoins des auditoires autochtones. »

**Kris Clemens**

*CBC/Radio-Canada*

« Je suis plutôt convaincue que nous allons assister (et c'est une nouvelle que j'accueille favorablement) à l'émergence d'une nouvelle vision de l'identité de notre réseau sur le plan du journalisme, de la distribution et, peut-être même des personnes qui s'y inscrivent. Nous devons répondre à des questions existentielles sur notre identité sur d'autres plateformes et en tant que réseau. Je pense que nous allons devoir réfléchir à ces questions au cours de l'année qui vient. Donc, du point de vue des possibilités qui s'offrent à nous et du point de vue des partenariats possibles, je pense que cette réflexion va nous procurer de nombreuses occasions d'être inclusifs à l'endroit des groupes dont nous parlons ici aujourd'hui. »

**Gemma Hooley**

*NPR*

Toutefois, il faut prendre en considération la prééminence des services et du contenu autochtones produits par les diffuseurs publics. Comme les unités autochtones appartiennent encore à de grandes organisations, leur prééminence doit être assurée sur les sites web, les pages d'accueil, les pages de démarrage, les téléviseurs intelligents, les médias sociaux, les applications et d'autres plateformes, afin de s'assurer que les erreurs qui ont causé leur marginalisation à l'ère de la radiodiffusion ne se répètent pas dans l'ère numérique qui s'amorce.

# Atteindre de nouveaux auditoires

Au bout du compte, l'expansion des services et des plateformes s'inscrit dans le cadre d'un effort visant à atteindre de nouveaux auditoires, particulièrement les plus jeunes. Dans plusieurs pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, les populations autochtones sont en croissance et, dans une perspective démographique, elles sont particulièrement jeunes. Toutefois, atteindre ces jeunes s'avère plutôt compliqué, et ce, partout dans le monde, en raison de la montée des médias sociaux et de la présence des géants du numérique qui menacent d'annihilation les médias locaux, y compris les médias autochtones.

Les médias publics se trouvent confrontés au dilemme qui consiste à choisir entre tenter de limiter l'utilisation des services de ces géants ou s'attaquer à eux frontalement; c'est-à-dire se lancer dans une initiative pour atteindre les auditoires où ils se trouvent, plutôt que de tenter de les attirer sur leurs propres plateformes. Il s'agit d'un équilibre difficile à établir, ont affirmé toutes les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus. Toutefois, les journalistes, créateurs de contenu et producteurs autochtones sont bien au fait des déséquilibres de pouvoir dans le secteur des médias.

« Nos rangatahi (mot maori désignant les jeunes), particulièrement, sont des enfants du numérique. Je pense que cela nous offre la possibilité de créer quelque chose (je ne sais trop quoi encore) qui sera axée sur la langue sur notre propre plateforme. Cela pourrait être une application ou autre chose, je suppose. Je pense qu'il y a beaucoup de possibilités de ce genre. L'essentiel est d'être présents, à leur portée.

D'ici à ce que nous ayons décidé comment nous le ferons, je pense que ce qu'il faut faire, c'est aller là où ils sont. Mais malheureusement, les jeunes se trouvent sur des plateformes que nous ne possédons pas. »

**Shannon Haunui-Thompson**

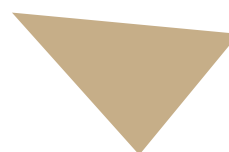
*RNZ*

« Le fossé central est un problème que l'ABC peine encore à régler. Alors, si une majorité de membres des Premières Nations se situent dans cette catégorie, il reste qu'il existe des stratégies et des moyens pour nous engager auprès d'eux. Je pense que la stratégie d'engagement sur les médias sociaux de mon équipe afin d'y assurer une présence et d'y offrir du contenu en ligne est incroyablement importante pour nous si nous entendons maintenir les liens avec notre communauté et préserver la conviction qu'elle a que l'unité autochtone de l'ABC joue un rôle important dans la vie des Autochtones. »

**Kelrick Martin**

*ABC*

Toutefois, cette volonté d'aller à la rencontre des auditoires là où ils sont est une question qui invite à la prudence, surtout sur les médias sociaux. Non seulement on peut s'inquiéter de la manière dont les sociétés technologiques mondiales utilisent le contenu des médias publics, mais aussi du fait que les employés autochtones s'exposent à des attaques racistes et à d'autres formes d'agressions en ligne.



« Eh bien, en ce qui concerne notre contenu sur les médias sociaux, je suppose que nous avons augmenté notre volume en ajoutant plus de monde dans l'équipe des médias sociaux. À mon avis, il y a encore des pièges à éviter parce que les comptes de médias sociaux donnent du pouvoir aux trolls, particulièrement dans les commentaires associés à notre contenu maori. Et parfois, ces commentaires sont vraiment toxiques. Parfois, il nous faut vraiment bien réfléchir avant d'afficher un contenu donné sur certaines plateformes afin d'éviter à nos employés et aux autres personnes maories qui consomment le contenu d'avoir à lire ces commentaires. Les trolls, particulièrement ceux qui commentent le contenu maori, semblent être à la hausse. En fait, je préférerais vraiment que l'on se retire de Facebook, mais les communautés maories semblent, pour une raison qui m'échappe, y être très présentes. Par contre, nous n'affichons aucun contenu maori sur Twitter ou "X" comme on l'appelle désormais. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

Différentes initiatives et stratégies et de nouvelles formes de contenu sont développées ou élaborées à l'intention des jeunes Autochtones. Toutefois, au bout du compte, il faut faire confiance aux jeunes créateurs autochtones pour qu'ils développent eux-mêmes leurs produits.

« Nous investissons beaucoup de ressources pour atteindre les jeunes. Nous l'avons fait pour la production de balados et plus récemment, pour la production de contenu numérique sous toutes les formes. Dernièrement, nous avons aussi beaucoup créé de contenu pour les médias sociaux. Mais en ce moment, nous nous retirons plutôt de [certains] médias sociaux. Tous les groupes de la NRK le font parce que nous avons perdu confiance dans Meta. Nous amorçons donc en quelque sorte un virage vers la création de nos propres plateformes sur Internet. Nous mettons aussi beaucoup l'accent sur l'humour en produisant de courtes vidéos très populaires chez les jeunes et également sur les nouvelles afin de rendre les articles et les reportages pertinents pour nos jeunes. Nous utilisons des sources jeunes pour donner à nos jeunes journalistes la chance de produire leurs propres reportages. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*

« Nous avons décidé de simplement nous assurer de produire du contenu maori pour nos auditoires maoris. Notre organisation est fortement axée sur les nouvelles et pourtant, une forte proportion de nos auditoires plus jeunes ne consomme pas beaucoup de nouvelles. Il s'ensuit que nous produisons aujourd'hui probablement beaucoup plus de contenu autre que des nouvelles que dans le passé. »

**Shannon Haunui-Thompson**

*RNZ*

« Des sujets sur la vie au quotidien, mais aussi différents types de sujets liés à l'éducation, à l'identité, à la jeunesse. Et d'autre contenu très populaire sur la musique, et la vie des personnalités du monde culturel qui a un attrait certain auprès des jeunes. Ces sites ont des visiteurs qui reviennent tous les jours, des personnes interrogées. Nous devons nous concentrer sur la section jeunesse. Nous comptons sur une équipe de seulement quatre employés environ, et il faut donc faire grossir cette équipe, mais on doit réfléchir à la structure de notre organisation, et bien analyser cette question. »

**Annga Lynge**

*KNR*

Toutefois, lorsqu'il est question de revitalisation linguistique et culturelle, les organisations doivent tenir compte du fait que le succès du contenu autochtone se mesure au moyen d'indicateurs différents, surtout aux fins du financement ou de l'attribution des ressources.

« La langue sámi du Sud, par exemple, est très peu parlée, mais l'année dernière nous avons lancé une nouvelle série de balados pour les jeunes intitulée *Hævvi*. Nous avons déployé beaucoup d'efforts et utilisé de nombreuses ressources de partout au sein de la NRK pour rendre ce contenu vraiment attrayant. Le balado porte sur deux filles qui abordent toutes sortes de sujets, dont bon nombre représentent des tabous. Au premier épisode, nous avons dénombré 600 utilisateurs uniques, alors que le nombre de locuteurs de la langue se chiffre à 500! Nous nous sommes beaucoup interrogés sur l'identité de ces utilisateurs. Nous croyons que de nombreuses personnes s'efforcent actuellement de se réappropriier leur propre langue et qu'elles utilisent notre contenu à cette fin. Si l'on se fie au nombre d'utilisateurs, particulièrement en ce qui concerne le contenu en langue sámi, notre pertinence est assurément confirmée. *Hævvi* en est un exemple parfait. Nous soulignons que pour travailler dans cet univers, il faut aimer les petits nombres. »

**Johan Ailo Kalstad**

*NRK Sápmi*



## Points de discussion

- Qui sont les « gardiens du numérique » lorsqu'il est question de prééminence ?
- Comment les médias publics peuvent-ils assurer le leadership, l'autonomie et le pouvoir des Autochtones lorsqu'il est question, par exemple, de conception des pages d'accueil dans les espaces grand public ?
- Comment maintenir un sens d'appartenance lorsqu'on utilise des plateformes et des services tiers ?



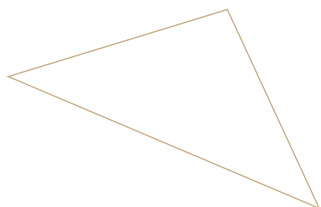


Photo : Lancement de la stratégie nationale autochtone le 5 février 2024 (Gin Ouskun Photography). Fournie par CBC/Radio-Canada

# Conclusion

C'est devenu un cliché de dire que l'industrie mondiale des médias est en pleine mutation et qu'elle est confrontée à de nombreux défis tout en bénéficiant de nombreuses occasions. Les auditoires des services linéaires sont en déclin et les diffuseurs publics se trouvent au bord du précipice, forcés qu'ils sont de s'adapter aux nouvelles technologies et de répondre coup pour coup aux attaques des géants numériques transnationaux dans un contexte de contraintes budgétaires et malgré d'autres vents contraires.



Photo : Bears' Lair, série télévisée qui suit 18 entrepreneurs autochtones du Canada (fournie par APTN)

La situation actuelle crée de nombreuses difficultés aux médias autochtones et aux récits traditionnels qu'ils s'efforcent de diffuser, mais elle ouvre aussi de belles possibilités de transformation. Nos participants sont tous enthousiastes à l'idée de se lancer dans ce processus, mettant de l'avant leurs rôles précurseurs tout en se réconciliant avec leurs lacunes du passé. *Kia whakatōmuri te haere whakamua* est un proverbe maori qui dit plus ou moins qu'il faut aborder l'avenir sans jamais perdre de vue le passé. La transformation numérique survient aussi pendant une période exaltante de revitalisation de la culture autochtone : partout dans le monde les peuples autochtones redécouvrent leur fierté, la richesse de leur identité et revendiquent la revitalisation de leur langue et de leur culture. Il existe un appétit insatiable pour le contenu autochtone, qu'il soit question d'information, d'émissions éducatives ou de divertissement. Toutefois, offrir un tel contenu à des auditoires dont les habitudes de consommation sont marquées par des schismes générationnels représente un défi considérable.

La mutation en cours se déroule aussi en plein débat sur la souveraineté des histoires et des données et des déclarations d'autonomie, qui remettent en question certaines choses comme l'accès aux archives. Contrairement aux virages médiatiques du XX<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle les médias autochtones étaient souvent relégués au second plan, les diffuseurs et créateurs de contenu autochtones sont aujourd'hui déterminés à exercer un pouvoir sur les orientations de cette nouvelle transformation.

Les participants nous ont parlé avec franchise de leur grande vision des enjeux pour leur peuple, leurs communautés et leurs organisations. Mais bien que ces personnes soient très différentes et qu'elles appartiennent à différentes organisations dans différentes parties du monde, toutes sont confrontées à une réalité et à des difficultés très semblables : la rareté des ressources et la difficulté de rallier de nouveaux auditoires. Elles doivent toutes répondre aux questions épineuses à savoir comment rendre leur organisation plus sûre pour le personnel autochtone et comment véritablement mettre en valeur ce que ces employés autochtones apportent à l'organisation. Les participants à notre étude se demandent tous comment appuyer ce mouvement de revitalisation sans marcher sur les pieds de qui que ce soit et

comment aider les communautés autochtones tout en convainquant les autres de se joindre au mouvement.

Rien de tout cela ne signifie qu'il soit nécessaire d'abandonner les valeurs fondamentales de la radiodiffusion publique, qui sont l'équité, la rigueur et l'impartialité. En fait, le seul fait de suggérer cet argument constituerait une insulte à la motivation de nombreux journalistes autochtones. Toutefois, il existe aussi une détermination à mieux tenir compte de la diversité des horizons et des expériences pour soutenir une organisation et la remettre en question, pour alimenter les reportages et les points de vue, et pour établir si la neutralité, dans une perspective historique, a servi de paravent aux structures de pouvoir et aux histoires des Blancs et des Occidentaux.

Il existe un appétit indéniable pour les nouvelles et les reportages autochtones, pas simplement à l'échelle locale mais partout dans le monde. Mais la question de savoir comment collaborer trouble de nombreux participants. L'idée de la collaboration a souvent été évoquée, mais elle a rarement été mise en application, et la manière de passer de la parole aux actes demeure une question fondamentale. Pourtant, il y a bien eu quelques succès et aussi, de nombreuses idées émises.

Évidemment, les organisations fonctionnent toutes avec une structure différente, et même si la plupart de nos participants exercent leurs activités avec un certain degré d'autonomie, il y a toujours de l'appétit pour en avoir plus. Et cela dépend toujours de l'argent disponible, une sempiternelle question.

Au bout du compte, transformer un diffuseur public afin qu'il serve mieux les peuples autochtones n'est pas une tâche à laquelle on peut s'attaquer en solo. Il ne s'agit pas simplement d'une question « autochtone » ou d'une question à laisser entre les mains des employés autochtones, car si nous en arrivons là, nous sommes condamnés à répéter les erreurs du passé. Pour s'attaquer à cette question, il faut que l'ensemble de l'organisation s'en occupe, et qu'elle travaille main dans la main avec les communautés autochtones. Ce sera un travail difficile, mais nécessaire pour réaffirmer la pertinence future des médias publics.



As commissioned by

**CBC**  **Radio-Canada**

Published by the Public Media Alliance  
© Public Media Alliance 2024